

Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

VOLUME 1

DEMANDES 1 À 26

Février 2013



Québec 

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Février 2013



Québec 

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1	Indiquez la somme dépensée en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	Liste des projets et sommes allouées dans le cadre de la mesure de soutien au développement des produits du terroir : ventiler par année, par bénéficiaire et par région administrative.
3	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés en 2012-2013 concernant la régionalisation, la déconcentration, la délégation et la décentralisation des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.
4	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013 indiquer : a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
5	Ventilation des paiements de transfert affectés, pour 2012-2013, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.
6	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
7	Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.
8	Nombre de personnes parties à la retraite en 2012-2013.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
9	Nombre de personnes engagées en 2012-2013.
10	Nombre de personnes licenciées en 2012-2013.
11	Nombre d'ETC en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
12	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMROT pour 2012-2013. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités.
13	Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2012-2013.
14	Liste des municipalités qui ont demandé une étude d'opportunité en 2012-2013 d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, liste des études réalisées, coûts et principales conclusions des études.
15	Liste des études de regroupement produites en 2012-2013 avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.
16	Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal en précisant les montants et catégories en 2012-2013 et prévisions pour 2012-2013, détaillées par municipalité.
17	État de situation du régime de financement des centres d'urgence 911.
18	Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
19	Pour 2012-2013, liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal présentées par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.
20	Pour 2012-2013, liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.
21	Pour 2012-2013, liste des actions en déclaration d'incapacité ou requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions d'élu.
22	Pour 2012-2013, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentée par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leurs fonctions d'élu.
23	Pour 2012-2013, liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (suspicion d'inefficacité, de malversation etc.), les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.
24	Subventions versées aux différentes associations municipales en 2012-2013.
25	État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, liste complète des schémas complétés en 2012-2013 et liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
26	Pour 2012-2013, la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.
27	Pour 2012-2013, la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
28	Pour 2012-2013, la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
29	Pour 2012-2013, la liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation.
30	Liste complète des programmes, fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités tels : mesures d'urgence, programme d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc., pour 2012-2013.
31	Pour le Programme de renouvellement des conduites PRECO : la liste des demandes reçues pour 2012-2013 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées pour 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
32	Pour le Fonds Chantier Canada-Québec : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2012-2013 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2012-2013 pour chacun des volets et sous-volets.
33	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2012-2013 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2012-2013 pour chacun des volets et sous-volets.
34	Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale : pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2012-2013 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2012.
35	Pour Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2012-2013 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2012.
36	Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2012-2013 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2012-2013.
37	Pour le Programme de la taxe sur l'essence et contribution du Québec : détails des modalités du programme 2010-2014.
38	Copie de toutes les correspondances avec le gouvernement fédéral et ses organismes pour 2012-2013.
39	États de situation, études ou analyses effectués par le MAMROT en 2012-2013 sur la décentralisation de responsabilités vers les municipalités.
40	Pour 2012-2013, liste des responsabilités, fonctions, compétences et pouvoirs ayant été identifiés par les ministères comme pouvant être décentralisés et fournir le bilan des actions entreprises et à venir à ce sujet.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
41	Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalités en 2012-2013. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2013-2014.
42	Nombre de rencontres de la Table Québec-Régions en 2012-2013. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2013-2014.
43	État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios et/ou analyses produits et/ou comptes rendus en 2012-2013 par le MAMROT à ce sujet. Actions à venir pour 2013-2014.
44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
45	Liste des municipalités qui reçoivent une compensation financière par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu pour 2012-2013 pour : a. Paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b. Paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c. Paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaire, secondaire, collégiale et universitaire); d. Paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.
46	Pour 2012-2013, sommes allouées et détaillées dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement des MRC, prévisions pour 2013-2014.
47	Liste des municipalités et/ou MRC qui ont adopté un budget spécial pour l'année financière 2012 et les dépenses totales prévues pour chacun de ces budgets spéciaux.
48	Sommes engagées en 2012-2013 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2013-2014. Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
49	Liste des rencontres tenues par la CAR en 2012-2013. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2013-2014.
50	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2012-2013.
51	Dates, lieux et nombre de rencontres du comité sur les régimes de pension des municipalités. Indiquer la liste des membres et leur rémunération. Joindre copie des ordres du jour, des procès-verbaux ainsi que tout autre document produit par le comité depuis le début de son mandat.
52	Liste des droits d'opposition auxquels se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2012-2013. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée à la ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
53	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par la ministre en 2012-2013. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.
54	Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2012-2013 et chacune des trois dernières années.
55	Pour les trois dernières années, dans le cadre de l'Évaluation annuelle de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont eu lieu en 2012-2013.
56	État de situation de la problématique de l'augmentation des taxes à la suite de la hausse importante des évaluations foncières. Copie des analyses, rapports et procès-verbaux de rencontres produits par le MAMROT à ce sujet.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
57	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2012-2013: a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé; c. les dates des rencontres; d. les communautés et les personnes consultées; e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.
58	Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2012-2013. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou selon la propre initiative de la CMQ.
59	Tous les documents, notes, mémos, lettres ou états de situation relativement à l'abolition de la Société québécoise d'assainissement des eaux et le transfert de ses activités au MAMROT ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées.
60	Un état de situation quant au transfert d'actifs entre des municipalités autres que Québec et Montréal et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités autres que Québec et Montréal.
61	État de la mise aux normes des infrastructures en eau potable au Québec en 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.
62	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2012-2013.
63	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas de système de traitement de leurs eaux usées. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2012-2013.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
64	État de situation entourant le litige du droit de vote aux élections municipales des autochtones domiciliés dans les réserves ou établissements indiens situés à l'intérieur des municipalités du Québec.
65	Pour la Direction de la métropole du MAMROT : <ul style="list-style-type: none">➤ le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014;➤ le nombre d'employés;➤ les réalisations et les dossiers en cours;➤ la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et le nom des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
66	Ventilation des dépenses totalisant 8064,28 \$ pour l'arrivée du nouveau ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.
67	La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative, etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.
68	La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique en matière municipale traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non vexatoire, fondé ou non fondé des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 1

Indiquer la somme dépensée en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	2012-2013 Sommes dépensées ¹	2013-2014 Sommes prévues
Matériel	6 756 \$	30 000 \$
Logiciel	5 723 \$	30 000 \$
Services professionnels externes	202 560 \$	335 000 \$
Services professionnels (CSPQ)	3 981 924 \$	8 750 132 \$
TOTAL	4 196 963 \$	9 145 132 \$

¹ Données en date du 30 novembre 2012

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #2

Liste des projets et sommes allouées dans le cadre de la mesure de soutien au développement des produits du terroir : ventiler par année, par bénéficiaire et par région administrative.

Cette mesure n'existe plus depuis l'année 2007-2008. Voir RP 20 de la section « Développement régional » qui porte sur les produits de spécialité.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #3

Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés en 2012 2013 concernant la régionalisation, la déconcentration, la délégation et la décentralisation des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

En vertu de la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (LAOVT), tous les ministères doivent faire connaître au plus tard le 31 mars 2012 leur planification pluriannuelle en matière d'OVT. Le MAMROT est à rédiger son plan et l'échéance du 31 mars 2013 sera respectée.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 4

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2012-2013 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

a) Liste des employés de la Commission municipale du Québec au 30 novembre 2012 :

10 employés, dont un cadre, deux professionnels et sept fonctionnaires (incluant 2 occasionnels).

Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 30 novembre 2012 :

M. Denis Marsolais, président

M. Robert Pagé, vice-président

M^e Pierre-D. Girard, vice-président

M^e Thierry Usclat, vice-président

M^e Sandra Bilodeau

M. Bernard Brodeur

M. Jacques Lareau

Mme Nancy Lavoie

Mme Sylvie Piérard

M. Richard Quirion

M. Jean Rioux

b) Il n'y a eu aucun renouvellement de mandat en 2012-2013.

c) Monsieur Denis Marsolais a été nommé président de la Commission le 20 septembre 2012 (décret 894-2012) en remplacement de monsieur Gilbert Charland.

d) En date du 30 novembre 2012, les dépenses en frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas, frais de représentation et allocation de séjour des employés et des membres de la Commission municipale du Québec pour la période du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012 ont totalisé 150 531,22 \$.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 5

Ventilation des paiements de transfert affectés, pour 2012-2013, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.

Règles d'attribution

- A) Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal (Compensations tenant lieu de taxes et TGE).....X
- B) Compensations financières pour les équipements antipollution.....X
- C) Aide aux municipalités reconstituées.....X
- D) Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel.....X

X : Règles d'attribution jointes

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2012-2013

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska	903,00 \$
Ville de Drummondville	3 691,00 \$
Ville de Granby	839,00 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	12 330,00 \$
TOTAL	17 763,00 \$
Données au 30 novembre 2012	

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2012-2013

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Crabtree	8 594,00 \$
Municipalité de Deschambault-Grondines	26 072,00 \$
Municipalité de Dudswell	2 553,00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	14 054,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	3 889,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	4 303,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	5 660,00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	154,00 \$
Municipalité de Saint-Esprit	305,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	892,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	6 923,00 \$
Municipalité de Yamachiche	1 017,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	323,00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	2 896,00 \$
Village de Saint-Pierre	2 390,00 \$
Ville d'Alma	27 086,00 \$
Ville d'Asbestos	127 084,00 \$
Ville de Baie-Comeau	562 646,00 \$
Ville de Bécancour	122 305,00 \$
Ville de Boucherville	2 805,00 \$
Ville de Bromont	44 513,00 \$
Ville de Clermont	55 047,00 \$
Ville de Delson	5 569,00 \$
Ville de Drummondville	4 361,00 \$
Ville de Fermont	124 241,00 \$
Ville de Gatineau	433 780,00 \$

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2012-2013

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Kirkland	13 893,00 \$
Ville de La Tuque	723 881,00 \$
Ville de Lachute	2 632,00 \$
Ville de Lévis	212 503,00 \$
Ville de Malartic	12 375,00 \$
Ville de Matane	59 043,00 \$
Ville de Mirabel	1 114,00 \$
Ville de Montréal	71 804,00 \$
Ville de Montréal-Est	144 928,00 \$
Ville de Pont-Rouge	12 700,00 \$
Ville de Port-Cartier	74 393,00 \$
Ville de Québec	111 515,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	181 910,00 \$
Ville de Roberval	3 397,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	26 651,00 \$
Ville de Saguenay	18 300,00 \$
Ville de Saint-Basile	2 436,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	8 790,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	331,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	25 190,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	51 695,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	56 270,00 \$
Ville de Sept-Iles	238 852,00 \$
Ville de Shawinigan	13 466,00 \$
Ville de Sherbrooke	22 258,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	1 555,00 \$

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2012-2013

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Témiscaming	35 892,00 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	16 979,00 \$
Ville de Thetford Mines	37 230,00 \$
Ville de Thurso	401 259,00 \$
Ville de Trois-Rivières	59 425,00 \$
Ville de Windsor	12 239,00 \$
TOTAL	4 244 368,00 \$
Données au 30 novembre 2012	

AIDE AUX MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES
EXERCICE FINANCIER 2012-2013

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Brossard	63 835,00 \$
Ville de Hampstead	151 414,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	81 052,00 \$
TOTAL	296 301,00 \$
Données au 30 novembre 2012	

PROGRAMME D'AIDE POUR LES MUNICIPALITÉS À CARACTÈRE INDUSTRIEL
EXERCICE FINANCIER 2012-2013

D

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Chandler	99 300,00 \$
Ville de New Richmond	7 993,00 \$
TOTAL	107 293,00 \$
Données au 30 novembre 2012	

RÈGLES ET NORMES

Programme de soutien financier transitoire visant les municipalités à caractère industriel affectées par une baisse importante des recettes de taxes provenant des immeubles industriels situés sur leur territoire

1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Fournir une aide financière transitoire aux municipalités qui doivent composer avec les effets d'une baisse durable et prononcée de la valeur foncière des installations industrielles de leur territoire, afin qu'elles puissent :

- équilibrer leur budget, sans avoir à augmenter de façon brusque le fardeau des autres contribuables;
- maintenir les services municipaux jugés essentiels;
- disposer d'une certaine marge de manœuvre et de temps pour réussir à stabiliser et à équilibrer leur budget de fonctionnement.

2. ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Le programme d'aide sera limité dans le temps. Il ne s'appliquera qu'aux municipalités où la diminution des revenus découlant de la baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels se sera produite à compter de 2009, 2010, 2011 ou 2012.

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité affectée de façon importante par une baisse prononcée et durable de la valeur foncière d'immeubles industriels situés sur son territoire;

Pour être considérée, une baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels doit se traduire par une diminution du total des revenus de taxes de la municipalité (incluant les taxes imposées sur la valeur foncière et celles imposées sur une autre base, soit la tarification fiscale) représentant au moins 10 % de ceux de l'année précédente, **tels que constatés au rapport financier**. Aucune aide ne sera accordée lorsque ce pourcentage est inférieur à 10 %.

Le pourcentage de diminution est établi en comparant les revenus de taxes totaux de la municipalité, pour l'année précédant la première année pour laquelle elle demande d'être admise au programme, avec la réduction des taxes et tarifs payés pour les immeubles industriels concernés qui aurait résulté de la prise en considération, dès cette année précédente, de la valeur plus basse attribuée à ces immeubles à compter de l'année pour laquelle elle demande d'être admise. Cette valeur est celle constatée dans le rôle d'évaluation foncière transmis annuellement au Ministère ou, le cas échéant, celle qui résulte d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur inscrite au rôle triennal en vigueur.

Cependant pour une municipalité admissible en 2009, qui aurait eu à composer avec une baisse durable et progressive d'un immeuble industriel sur deux rôles d'évaluation foncière consécutifs, soit une première baisse en 2006 et une seconde en 2009, la diminution du total des revenus de taxes de la municipalité sera calculée en comparant les revenus de taxes totaux de la municipalité en 2005, c'est-à-dire pour l'année précédant la première baisse de valeur durable de l'immeuble industriel, avec la réduction des taxes payées pour l'immeuble industriel concerné qui aurait résulté de la prise en considération, dès 2005, de la valeur plus basse attribuée à ces immeubles à compter de l'année 2009.

- réaliser, en collaboration avec la direction régionale du MAMROT concernée, un plan de resserrement budgétaire triennal comportant des mesures visant, à court et à moyen termes, à réduire les dépenses et à augmenter ses revenus autonomes, et s'engager à mettre ce plan en application. Advenant qu'une municipalité cesse d'appliquer les mesures ainsi convenues, aucune nouvelle aide ne lui sera consentie dans le cadre du programme;
- avoir été autorisée par le ministre à contracter les emprunts découlant du programme.

Une municipalité n'est pas admissible :

- lorsque la diminution des recettes de taxes découle d'une correction rétroactive de la valeur des immeubles concernés établie dans un rôle précédent;
- lorsque la diminution des recettes de taxes découle du refus d'une entreprise de payer les taxes qu'elle doit à la municipalité;
- lorsqu'elle reçoit de l'aide d'un autre programme ou d'un autre fonds et que cette aide vise à lui permettre de maintenir ses services municipaux et son équilibre budgétaire;
- lorsqu'elle fait l'objet d'une perte de revenus de taxes en raison du démantèlement ou d'une autre forme de cession des immeubles industriels concernés et qu'elle a été ou pourrait être compensée directement ou indirectement par les revenus découlant de la cession de ces immeubles.

De plus, une municipalité cessera d'être admissible à l'aide, pour les années suivant sa première année d'admissibilité au programme, s'il devait survenir une réévaluation à la hausse des installations industrielles concernées, qui ferait en sorte de réduire à moins de 10 % la diminution des revenus de taxes de la municipalité (incluant les taxes foncières et les taxes imposées sur une autre base).

3. MODALITÉS ET CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'aide gouvernementale portera sur le remboursement d'une partie du capital (incluant les frais d'escompte) et des intérêts reliés aux emprunts contractés par la municipalité pour compenser la diminution des recettes de taxes associée à la baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels. L'aide gouvernementale s'appliquera au remboursement des emprunts admissibles contractés par une municipalité au cours d'une période maximale de trois années consécutives :

ANNÉES OÙ LA BAISSSE DE LA VALEUR FONCIÈRE DES IMMEUBLES INDUSTRIELS S'EST PRODUITE	ANNÉES DES EMPRUNTS ADMISSIBLES À L'AIDE					
2009	2009	2010	2011			
2010		2010	2011	2012		
2011			2011	2012	2013	
2012				2012	2013	2014

Il est à noter que le recours à l'emprunt pour chacune des trois années d'admissibilité demeure facultatif, une municipalité pouvant décider de se prévaloir du programme d'aide pour une, deux ou trois années consécutives. Elle pourra aussi choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

L'aide accordée sera balisée comme suit :

- le montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année ne pourra être supérieur à la diminution des revenus de taxes (incluant les taxes foncières et les taxes sur une

autre base, soit la tarification fiscale) ayant servi à établir l'admissibilité de la municipalité au programme, soit la diminution entraînée spécifiquement par la baisse de la valeur foncière des immeubles industriels concernés, telle que constatée dans le rôle transmis annuellement au Ministère. S'ajoutent les frais d'escompte reliés à la réalisation de l'emprunt.

Cependant, pour une municipalité admissible en 2009, qui aurait eu à composer avec une baisse durable et progressive d'un immeuble industriel sur deux rôles d'évaluation foncière consécutifs, soit une première baisse en 2006 et une seconde en 2009, la baisse de la valeur foncière des immeubles concernés sera calculée comme si cette baisse avait été effectuée en une seule fois.

Advenant que la perte de revenus de taxes établie pour la première année où une municipalité est admissible au programme, lorsque cette année coïncide avec la première année d'application d'un nouveau rôle, soit augmentée ultérieurement en raison du résultat d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur inscrite dans ce rôle pour les immeubles concernés, le montant des emprunts admissibles sera réajusté en conséquence. Dans le cas où le montant de ce réajustement serait connu trop tardivement pour être considéré dans l'emprunt contracté au cours de la première année d'admissibilité ou, le cas échéant, de la deuxième année d'admissibilité, une correction serait faite en même temps que l'emprunt de la deuxième ou de la troisième année de la période maximale de trois ans au cours de laquelle les emprunts peuvent être réalisés. Tout emprunt ainsi reporté sera assujéti aux règles applicables à l'année à laquelle il se rapporte, relativement au calcul du montant de l'emprunt et de la part assumée par le gouvernement.

Les mêmes règles s'appliqueront, avec les adaptations nécessaires, dans les cas où la perte de revenus de taxes constatée, pour la première année au cours de laquelle un nouveau rôle d'évaluation triennal s'applique dans une municipalité, serait inférieure au seuil de 10 % lui permettant d'être admissible au programme, mais où ce seuil serait atteint en raison du résultat d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur des immeubles concernés. La municipalité serait alors réputée admissible dès la première année d'application du nouveau rôle triennal.

Dans le cas où la diminution des revenus de taxes résulterait de la diminution de la valeur d'immeubles industriels survenue après l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle triennal, en raison de l'incendie, de la destruction, de la démolition ou de la disparition de tout ou partie de ces immeubles, la demande d'aide sera traitée distinctement quant à la détermination de l'admissibilité, du montant des emprunts et du montant de l'aide, de toute demande qui aurait été présentée antérieurement.

- le montant de l'emprunt admissible à l'aide tiendra compte d'un pourcentage dégressif, soit :
 - 1^{re} année : la totalité de l'emprunt admissible;
 - 2^e année : 75 % du montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
 - 3^e année : 50 % du montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année.
- pour les municipalités admissibles dès 2009, l'aide versée pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital consistera en :
 - 100 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
 - 50 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 2^e année;

- 25 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 3^e année.
- o pour les municipalités dont l'admissibilité débutera en 2010, 2011 ou 2012, l'aide versée pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital consistera en :
 - 75 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
 - 50 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 2^e année;
 - 25 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 3^e année.
- o l'aide sera versée jusqu'à l'échéance des emprunts contractés par les municipalités ayant satisfait aux conditions d'admissibilité du programme;
- o les emprunts admissibles devront être d'un terme de 10 ans et avoir reçu toutes les approbations requises.

4. VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- o Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des remboursements de capital admissibles en vertu du programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt.
- o Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces remboursements de capital viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

PROGRAMME DE COMPENSATION DES PERTES DE REVENUS EN RAISON DE L'EXCLUSION DU RÔLE D'ÉVALUATION DES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION

1. Admissibilité

Une municipalité locale peut recevoir une compensation financière pour les pertes de revenus résultant de la diminution de l'assiette d'imposition foncière et locative des biens immobiliers visés par l'article 65, paragraphe 1.1, alinéa 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (LFM), à compter de l'exercice 2001. Ce sont des biens immobiliers principalement utilisés ou destinés à des fins de lutte contre la pollution pouvant découler de la production industrielle ou à des fins de contrôle de cette pollution qui sont exclus du rôle d'évaluation à compter du 1^{er} janvier 2001.

Les biens immobiliers qui ne sont pas admissibles au programme de compensation des pertes de revenus en raison de l'exclusion du rôle d'évaluation des équipements antipollution sont les suivants:

- 1^o tous les immeubles ou parties d'immeubles visés à cet article dont l'inscription au rôle d'évaluation est postérieure au 14 mars 2000 (référence légale : article 40, chapitre 19, 2000);
- 2^o un immeuble ou partie d'immeuble exclu du rôle au 14 mars 2000 à la suite d'une entente entre les parties découlant d'une demande de révision administrative ou d'une décision ou jugement passé en force de choses jugées, lorsque au 14 mars 2000, l'unité d'évaluation faisait l'objet d'une contestation relative à l'article 65 de la LFM. Conséquemment, le montant de la compensation est rajusté à compter de l'exercice financier suivant celui de la décision finale, en fonction de la nouvelle diminution de l'assiette d'imposition admissible;
- 3^o une unité d'évaluation dont l'activité de production industrielle a cessé, de façon permanente, depuis au moins trois ans, à compter de l'exercice courant. Conséquemment, aucune compensation n'est versée pour cet immeuble à compter du quatrième exercice suivant l'événement. Ainsi, la date de fermeture ne peut être antérieure au 1^{er} janvier 1998 pour la première année d'application du programme;
- 4^o une unité d'évaluation ayant fait l'objet d'une destruction complète ayant conduit à un arrêt permanent de la production au cours de l'année précédent l'exercice courant (démolition, incendie). Conséquemment, aucune compensation n'est versée pour cet immeuble à compter de l'exercice suivant celui de l'événement.

Toutefois, est compris aux biens immobiliers admissibles un immeuble ou partie d'immeuble qui était inclus au rôle d'évaluation le 14 mars 2000 et qui a été exclu du rôle au 1^{er} janvier 2001, à la suite d'une entente entre les parties découlant d'une demande de révision administrative ou d'une décision ou jugement passé en force de choses jugées. Conséquemment, le montant de la compensation est rajusté à compter de l'exercice financier suivant celui de la décision finale, en fonction de la nouvelle diminution de l'assiette d'imposition.

2. Calculs des montants de compensation

Le montant de compensation financière auquel a droit la municipalité locale correspond à la perte de revenus reconnue pour l'exercice 2000. Toutefois lorsque survient un événement visé au point 3.a, la variation de l'assiette d'imposition admissible dont on tient compte est celle qui découle de l'événement. Il est possible qu'un facteur d'ajustement soit appliqué à la perte de revenus reconnue (voir point 2.1c).

2.1 Somme payable à l'égard d'un immeuble

Le montant de la compensation payable à l'égard d'un immeuble résulte de l'addition des deux montants résultant des produits suivants :

1 ⁰	Diminution de l'assiette d'imposition foncière admissible	X	taux de taxes foncières applicables	X	Facteur d'ajustement
2 ⁰	Diminution de l'assiette d'imposition locative admissible	X	taux de taxes locatives applicables	X	Facteur d'ajustement

a) Diminution de l'assiette d'imposition admissible

La diminution de l'assiette d'imposition foncière admissible au programme correspond à la valeur en vigueur au rôle foncier pour l'exercice 2000 des biens immobiliers décrits au point 1 qui doivent être exclus du rôle foncier 2001, moins la valeur des biens immobiliers décrits au point 1 qui ont été ajoutés au rôle foncier 2000 après le 14 mars 2000.

La diminution de l'assiette d'imposition locative admissible au programme correspond à la valeur en vigueur au rôle locatif pour l'exercice 2000 des biens immobiliers décrits au point 1 qui doivent être exclus du rôle locatif 2001, moins la valeur des biens immobiliers décrits au point 1 qui ont été ajoutés au rôle locatif 2000 après le 14 mars 2000.

La diminution de l'assiette d'imposition applicable aux fins du programme de compensation relatif à l'exclusion des biens immobiliers visés au point 1 doit être attestée par l'évaluateur responsable du rôle. Lorsque survient un événement prévu au point 3.a, la diminution de l'assiette d'imposition admissible au programme est rajustée en fonction des nouvelles données attestées par l'évaluateur responsable du rôle.

b) Taux de taxes applicables

Les taux de taxes applicables, pour toute la durée du programme de compensation, sont ceux imposés par les municipalités locales pour l'exercice financier 2000 à l'égard des immeubles admissibles : taux de la taxe générale basé sur la valeur foncière, taux de taxes de secteurs basés sur la valeur foncière, taux de la taxe d'affaires basé sur la valeur locative et taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels ou taux de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels toutes deux basées sur la valeur foncière. Cela exclut toutes autres taxes qui ne sont pas basées sur la valeur foncière ou la valeur locative, notamment la tarification.

c) Facteur d'ajustement à utiliser pour le calcul de la compensation

Le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) établit le facteur d'ajustement à utiliser pour le calcul du montant de la compensation à verser en vertu du présent programme destiné à compenser les pertes de revenus en raison de l'exclusion du rôle d'évaluation des équipements antipollution.

Le facteur d'ajustement appliqué au montant de la perte de revenus reconnue est établi en divisant :

- 1⁰ les crédits annuels alloués pour ce programme par ;
- 2⁰ le total des pertes de revenus reconnues, au cours de l'exercice courant.

Toutefois, si le total des sommes qui doivent être versées, au cours de l'exercice courant n'excède pas les crédits annuels alloués pour ce programme, le facteur d'ajustement est 1.00 et chaque municipalité admissible reçoit 100 % de sa perte reconnue.

2.2 Modalité de partage entre les municipalités liées à une agglomération non financée par quote part

Lorsqu'un immeuble visé par le programme est localisé sur le territoire d'une municipalité liée à une agglomération et que cette agglomération n'est pas financée par quote-part, la somme payable à l'égard de cet immeuble est traitée en deux parties. Une partie est versée à la municipalité centrale à des fins d'agglomération. L'autre partie est versée à la municipalité centrale à des fins de proximité ou à la municipalité reconstituée selon l'emplacement de l'immeuble. Le total des montants à verser à l'égard d'un immeuble ne peut excéder le montant établi au point 2.1.

La première quote-part appliquée au montant payable à l'égard d'un immeuble est établie en divisant :

Quote-part relative à la municipalité centrale à des fins d'agglomération

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité centrale à des fins de proximité ou la municipalité reconstituée.

La seconde quote-part appliquée au montant payable à l'égard d'un immeuble est établie en divisant :

Quote-part relative à la municipalité centrale à des fins de proximité

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins de proximité, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité centrale à des fins de proximité.

ou

Quote-part relative à la municipalité reconstituée

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité reconstituée, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité reconstituée.

La somme des quotes-parts applicables au montant payable à l'égard d'un immeuble est égale à 1,00. Les quotes-parts calculées pour l'exercice 2006 sont utilisées pour toute la durée du programme. La quote-part est établie avec six (6) décimales après le point.

3. Attribution des compensations

a) Documentation requise

Pour verser une compensation en vertu de ce programme, le ministère des Affaires municipales et des Régions devra avoir reçu les documents suivants :

Première année d'application: demande de paiement et pièces justificatives

- Une demande de paiement de compensation dûment complétée. Cette demande doit présenter :
 - les données d'identification des unités d'évaluation visées;
 - la diminution de l'assiette fiscale admissible;
 - les taux de taxes applicables à l'unité;
 - le montant de la perte de revenu pour chaque unité;
 - une certification d'exactitude des données signée par le trésorier ou le secrétaire-trésorier.
- Une attestation d'évaluation signée par l'évaluateur responsable du rôle identifiant les renseignements nécessaires à l'application du programme de compensation des biens immobiliers relatifs à la pollution découlant de la production industrielle. Cette attestation doit décrire les gestes posés à l'égard de l'unité d'évaluation concernée:
 - les ajouts et les retraits du rôle de tout bien industriel effectués par certificats de l'évaluateur, après le 14 mars 2000 et ayant eu pour effet de modifier le rôle en vigueur en 2000;
 - les ajouts et les retraits de biens industriels effectués à l'occasion du dépôt du rôle entrant en vigueur en 2001, sans certificat de l'évaluateur;
 - les ajouts et les retraits du rôle des biens industriels, servant à la lutte contre la pollution, effectués par certificats de l'évaluateur prenant effet le 1^{er} janvier 2001;
 - la perte de l'assiette d'imposition résultant de la modification législative relative à l'exclusion des biens industriels servant à lutter contre la pollution.
- Une copie de chacun des certificats émis après le 14 mars 2000 et ayant pour effet de modifier le rôle en vigueur en 2000 pour les unités d'évaluation visées;
- Une copie de chacun des certificats prenant effet le 1^{er} janvier 2001 visant l'exclusion des biens immobiliers en cause (ne s'applique pas au nouveau rôle);
- Un extrait du rôle 2001-2002-2003 pour un nouveau rôle déposé à l'automne 2000, et la liste des biens immobiliers ajoutés ou retirés au dépôt du rôle 2001 avec leur évaluation respective sur la base du rôle 2000, s'il y a lieu;

Pour les années subséquentes : confirmation d'événements

- une confirmation écrite signalant la présence ou l'absence des événements suivants (voir point 1):
 - L'installation industrielle a-t-elle cessé de façon permanente ses activités de production? Si oui depuis quand?
 - L'installation industrielle a-t-elle fait l'objet au cours de la dernière année d'une destruction complète ayant conduit à un arrêt permanent de la production?
 - Cette unité d'évaluation a-t-elle fait l'objet d'une contestation relative à l'article 65 de la LFM au 14 mars 2000? Si oui, est-ce qu'il y a eu une entente entre les parties ou une décision ou jugement passé en force de choses jugées?
 - L'avis de modification prenant effet le 1^{er} janvier 2001 ou l'inscription au nouveau rôle pour cette unité a-t-il fait l'objet d'une contestation visant l'exclusion des biens immobiliers en cause? Si oui, est-ce qu'il y a eu une entente entre les parties ou une décision ou jugement passé en force de choses jugées?

- Une attestation d'évaluation de la nouvelle assiette fiscale applicable aux fins du programme, si un des événements décrits précédemment a eu pour effet de la modifier.
- Pour l'exercice 2006, lorsque l'immeuble est localisé dans une municipalité liée à une agglomération :

- Une attestation des taux de taxes 2006 qui auraient été imposés sur les immeubles visés, si ces derniers étaient inscrits au rôle d'évaluation foncière;

- Une copie du compte de taxes 2006 applicable à l'unité d'évaluation concernée par l'immeuble visé.

b) Délai de réception

Ces documents doivent être reçus au plus tard le 1^{er} mars 2001 pour la première année d'application et au plus tard le 1^{er} février pour les années subséquentes. Les demandes reçues après la date limite ne sont pas admissibles pour la compensation de l'année en cours, mais le seront pour les années subséquentes.

Toutefois, si le budget alloué à ce programme n'est pas épuisé, les demandes reçues après la date limite mais avant le 1^{er} avril, seront analysées selon l'ordre de leur réception et une compensation sera versée jusqu'à épuisement du solde disponible.

En cas de litige, la municipalité devra faire la démonstration que le document a été reçu au MAMR dans les délais prévus.

c) Modalités de versement

Pour chaque exercice financier, le ministère des Affaires municipales et des Régions verse le montant de la compensation auquel a droit une municipalité locale, avant le 30 avril de l'année civile concernée.

La compensation payable à une municipalité partie à un regroupement ou dont le territoire entier est annexé, est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante. Dans le cas d'une annexion partielle impliquant un immeuble visé par le programme, la compensation payable pour cet immeuble est versée à la municipalité annexante.

La compensation destinée aux municipalités centrales est versée à des fins d'agglomération et de proximité si l'agglomération n'est pas financée par quote-part.

RÈGLES ET NORMES

Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées

1.0 BUT DU PROGRAMME

Ce programme vise à financer tout ou partie, selon le cas, du coût des intérêts encourus par les municipalités reconstituées dans le cadre d'un emprunt contracté afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées.

2.0 ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité reconstituée en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001);
- avoir un fardeau fiscal global (agglomération et proximité) établi à l'égard d'une catégorie d'immeubles situés sur son territoire qui excédait, pour l'exercice financier 2006, 105 % du fardeau fiscal établi à l'égard de la même catégorie pour l'exercice 2005;
- avoir été autorisée par la ministre à contracter des emprunts sur une période maximale non renouvelable de 20 ans pour le report d'une partie des hausses de taxes affectant, en 2006, 2007, 2008, 2009 ou 2010, les diverses catégories d'immeubles de leur territoire ou certaines d'entre elles.

Il est à noter que le recours à l'emprunt demeure facultatif. Une municipalité reconstituée demeure libre de s'en prévaloir ou pas pour chacune des années de la période 2006-2010. Elle peut décider de l'appliquer à l'ensemble des immeubles ou à certaines catégories seulement, et elle peut choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

Le montant maximal de l'emprunt qu'une municipalité peut contracter pour 2006 correspond à la partie de la hausse du fardeau fiscal établi à l'égard des catégories d'immeubles visées qui excède 5 % entre 2005 et 2006. Pour les années suivantes, l'emprunt maximal est limité à 80 % de cette même somme en 2007, à 60 % de cette même somme en 2008, à 40 % de cette même somme en 2009 et à 20 % de cette même somme en 2010. La hausse du fardeau et le montant maximal de l'emprunt qui en découle sont calculés selon les règles décrites dans les articles 2 et 3 du décret 1210-2005 du 7 décembre 2005.

Pour être admissible au programme, la municipalité doit avoir affecté le produit des emprunts selon les modalités suivantes :

- pour l'exercice 2006, la municipalité doit avoir versé le produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;

➤ pour l'exercice 2007, la municipalité doit avoir opté pour l'une des modalités suivantes :

- soit de verser la totalité du produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;
- soit d'appliquer la totalité du produit de l'emprunt à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité reconstituée impose aux immeubles situés sur son territoire;
- soit de répartir le produit de l'emprunt entre une partie versée à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et compensations que celle-ci impose aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée, et une partie appliquée à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité impose elle-même.

➤ pour les exercices 2008, 2009 et 2010, les règles suivantes s'appliquent :

- dans les cas où la municipalité fait partie d'une agglomération pour laquelle les dispositions législatives applicables prévoient, pour l'année concernée, que les compétences d'agglomérations sont financées par des quote-parts payées par les municipalités liées, cette municipalité doit avoir affecté le produit de l'emprunt à la réduction du montant des taxes et des compensations qu'elle impose aux immeubles de son territoire pour chacune des années visées ;
- dans les autres cas, les mêmes règles qu'en 2007 s'appliquent.

Les montants appliqués en 2006 et 2007 à la réduction des taxes et des compensations imposées par la municipalité centrale doivent l'avoir été conformément aux modalités prévues par le décret 1210-2005, tel qu'amendé par les décrets 549-2006 et 863-2006.

De plus, le montant affecté en 2007 par la municipalité reconstituée à la réduction des taxes et compensations qu'elle imposait ne peut avoir excédé la part du montant maximal de l'emprunt établi conformément aux articles 2 et 3 du décret 1210-2005 qui correspond à la proportion que représentait, en 2006, le fardeau fiscal de proximité par rapport au fardeau fiscal global (agglomération et proximité), étant entendu que le montant effectivement emprunté pourrait se limiter à la part affectée à la réduction du fardeau de proximité. Le calcul de ces proportions s'effectue à partir des revenus utilisés pour les calculs décrits dans l'article 2 du décret 1210-2005.

3.0 AIDE FINANCIÈRE

La subvention gouvernementale accordée à l'égard des intérêts découlant des emprunts contractés, conformément aux règles décrites dans la section précédente, afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées s'établit comme suit :

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de 6 logements et plus est supérieur au pourcentage de la

hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, et que ce dernier pourcentage était supérieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt ou de la portion de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, du pourcentage de hausse prévu par la firme¹.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de six logements et plus est supérieur au pourcentage de la hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, mais que ce pourcentage était égal ou inférieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, d'un pourcentage de hausse de 5 %.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- la subvention ne s'applique qu'aux emprunts contractés pour reporter le fardeau des immeubles résidentiels;
- la subvention ne peut excéder les intérêts et les frais de financement admissibles réellement encourus par la municipalité.

Aucune subvention n'est accordée lorsque le pourcentage de la hausse réelle du fardeau est inférieur à celui prévu par la firme. Il en est de même dans tous les cas où la hausse réelle du fardeau est inférieure à 5 %, puisque ces cas ne sont pas admissibles à la mesure permettant le recours à l'emprunt.

Aux fins du présent programme, le montant pouvant faire l'objet d'une subvention comprend les intérêts sur l'emprunt temporaire contracté et les frais de financement liés aux titres émis et ce, jusqu'à un maximum de 10 % du montant calculé pour le report des hausses de fardeau. Seuls les frais réels encourus peuvent faire l'objet d'une subvention.

Pour être admissibles au présent programme de subvention, les emprunts contractés doivent avoir reçu toutes les approbations requises.

¹ Pour chacune des municipalités reconstituées, le pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des reconstitutions se retrouve en annexe.

4.0 VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement, à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des frais de financement admissibles en vertu de ce programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt;
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces frais de financement viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

ANNEXE

Pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels
prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des
reconstitutions (An 1 de la reconstitution)

Agglomération / Municipalités	Pourcentage
Cookshire-Eaton	
Newport	28,7 %
Les-Îles-de-la-Madeleine	
Grosse-Île	-4,4 %
La Tuque	
La Bostonnais	6,3 %
Lac Édouard	-10,0 %
Longueuil	
Boucherville	11,4 %
Brossard	-8,4 %
Saint-Bruno-de-Montarville	29,4 %
Saint-Lambert	11,0 %
Mont-Laurier	
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	-12,0 %
Montréal	
Baie-D'Urfé	25,8 %
Beaconsfield	13,4 %
Côte-Saint-Luc	14,8 %
Dollard-Des Ormeaux	14,8 %
Dorval	9,6 %
Hampstead	-1,2 %
Kirkland	16,5 %
L'Île-Dorval	13,7 %
Montréal-Est	18,0 %
Montréal-Ouest	5,3 %
Mont-Royal	18,1 %
Pointe-Claire	6,8 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	8,7 %
Senneville	25,4 %
Westmount	14,5 %
Mont-Tremblant	
Lac-Tremblant-Nord	-17,6 %
Québec	
L'Ancienne-Lorette	6,8 %
Saint-Augustin-de-Desmaures	27,1 %
Rivière-Rouge	
La Macaza	-15,3 %
Sainte-Agathe-des-Monts	
Irvy-sur-le-Lac	44,1 %
Sainte-Marguerite-Estérel	
Estérel	19,3 %

**PROGRAMME DE NEUTRALITÉ FINANCIÈRE
LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL**

RÈGLES ET NORMES

A. ADMISSIBILITÉ

1. Toute municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité et dont l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion est postérieure au 31 décembre 1990.

B. ANNÉE DE RÉFÉRENCE

2. L'année de référence est la première année où le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, le Règlement sur le régime de péréquation et le Règlement sur la répartition des recettes payées par les exploitants de certains réseaux de télécommunications, gaz et électricité (TGE) s'appliquent à une municipalité issue d'un regroupement ou à une municipalité annexante, en tenant compte du regroupement ou de l'annexion.

C. CALCUL DE LA SUBVENTION ANNUELLE

3. La subvention annuelle de neutralité est constituée de la somme des montants établis conformément aux articles 4 à 9 pour chacun des éléments suivants :
 - Élément Compensations tenant lieu de taxes
 - Sous élément Hausse des compensations tenant lieu de taxes
 - Élément Régime de péréquation
 - Élément Répartition des recettes de TGE

Si le montant calculé pour un des éléments de la subvention annuelle est négatif, ce montant est présumé être égal à zéro.

Section 1 Élément : Compensations tenant lieu de taxes

4. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable aux compensations tenant lieu de taxes est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.

1° La somme des montants des compensations tenant lieu de taxes payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant des compensations tenant lieu de taxes payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, on tient compte uniquement des compensations calculées en fonction du taux global de taxation, du taux des taxes générales sur la valeur foncière, du taux de la taxe ou de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, du taux de la taxe d'affaires ainsi que tout autre taxe spéciale introduite à la suite du regroupement ou de l'annexion qui est appliquée sur tout le territoire d'une des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion. De plus, on ne tient compte que des immeubles faisant l'objet d'une compensation dans l'année de référence pour lesquels une compensation a été également versée dans l'année précédente.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 1° sont celles au 31 décembre de l'exercice, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'année de référence.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 2° sont celles au 1^{er} janvier de l'exercice, compte tenu des modifications au rôle prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'exercice.

Lorsque les règles de calcul des compensations sont différentes entre l'année de référence et l'année précédente, les montants visés au paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, les compensations sur les écoles primaires et secondaires sont présumées être de 25% du taux global de taxation en 1990 et 1991, aux fins du calcul de la subvention annuelle.

5. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité est établie sur la base des compensations tenant lieu de taxes de l'année précédente et est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.*

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui seraient versées à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à l'unité de regroupement correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen d'une unité de regroupement est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- 5.1 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération n'est pas financée par quote-part, une portion de la subvention est versée à des fins de compétences d'agglomération, et une portion à des fins de compétences de proximité.*

- A) La subvention de neutralité à des fins d'agglomération est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage du taux global de taxation alloué à des fins d'agglomération. Ce pourcentage est établi, à deux décimales près, de la façon suivante :

- les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération divisées par le total des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération et de proximité telles que présentées aux prévisions budgétaires 2006 de la municipalité centrale.

De plus, aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble calculée précédemment par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus populeuse.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale à des fins d'agglomération est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités liées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- B) La subvention de neutralité à des fins de proximité est obtenue de la même façon en excluant les municipalités reconstituées du calcul et en utilisant le taux global de taxation alloué à des fins de proximité et les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins de proximité.

5.2 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération est financée par quote-part, la subvention de neutralité est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement excluant celles s'étant reconstituées si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus populeuse.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

Sous élément : Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics

- 5.3 Pour les regroupements dont l'année de référence aux fins de l'élément *Compensations tenant lieu de taxes* est ultérieure à 2001, la subvention de neutralité attribuée à la bonification des compensations tenant lieu de taxes de l'année de référence, tel que calculé en vertu des normes du Programme de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, sur le montant de neutralité sur ces compensations établi en vertu des articles 5 et 5.1 ou 5.2 de la présente norme. Ces montants sont financés à même les sommes allouées concernant la bonification des compensations tenant lieu de taxes.

Section 2 Élément : Régime de péréquation

6. Pour les unités de regroupements dont l'année de référence est antérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Lorsque les règles de calcul prescrites au règlement en vigueur dans l'année de référence sont différentes de celles prescrites au règlement en vigueur l'année précédente, les montants du paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, on utilise le régime de péréquation en vigueur en 1992 aux fins du calcul de la subvention annuelle attribuable à la péréquation. À cet égard, les richesses foncières per capita de 1989 et 1990 sont ajustées pour tenir compte de seulement 25 % des valeurs des écoles primaires et secondaires. Les taux de bonification pour les MRC à être utilisés pour ces années sont ceux de 1992 et les médianes des richesses foncières uniformisées par habitant sont les suivantes:

	Médianes de richesse foncière	
	1990	1991
catégorie 1	23 751,97 \$	23 778,93 \$
catégorie 2	25 841,16 \$	26 082,39 \$
catégorie 3	32 103,94 \$	32 113,01 \$

7. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 et 1997, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière uniformisée, la population et les recettes de taxes sont respectivement la somme de la richesse foncière uniformisée, de la population et des recettes de taxes de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Exceptionnellement pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1997, l'article 7 s'applique en remplaçant, dans les paragraphes 1° et 2°, les mots *l'année précédant l'année de référence* par les mots *la deuxième année précédant l'année de référence*.

7.1 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1997 et antérieure à 2002*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.2 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 2002*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est égale à la somme des montants payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour 2001.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002 et antérieure à 2009*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002, au montant de subvention de neutralité calculé ci-haut, s'ajoutera pour 2003 et 2004 un montant attribuable aux dispositions transitoires du Règlement sur le régime de péréquation qui représente respectivement 50 % et 25 % de la différence entre la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités pour l'année 2001 en vertu de l'ancien régime de péréquation et le montant de subvention de neutralité calculé ci-haut. Le résultat de cette différence peut être soit positif, soit négatif.

Pour les municipalités parties au regroupement dont la péréquation a été réduite en vertu de l'un ou l'autre des articles 14 et 14.1 de la loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (2000, c. 27), le montant de péréquation payable aux fins du calcul du montant visé au premier paragraphe est réputé être celui qu'elles auraient reçu s'il n'avait pas été réduit.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3.1 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

7.4 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2008, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est la somme des subventions versées en vertu des premier et second volets du régime de péréquation.

A) La subvention de neutralité attribuable au premier volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au premier volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au premier volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du premier volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

B) La subvention de neutralité attribuable au second volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au second volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au second volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du second volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la valeur moyenne des logements est redressée en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements est la somme de ceux de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 2012, le montant de neutralité attribuable au second volet calculé au premier alinéa est multiplié par le facteur représentant le résultat de la division de la somme à répartir à l'égard du second volet pour l'année de référence par la somme à répartir à l'égard du second volet montant pour l'année précédant l'année de référence. Aux fins du calcul de ce facteur, on prend en considération la somme à répartir du second volet établie en vertu du Règlement sur le régime de péréquation sans tenir compte de la soustraction du total des montants de neutralité.

Section 3 Élément : Répartition des recettes de TGE

8. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:*

- 1° Le montant net à répartir pour l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion de l'année précédant l'année de référence moins celui applicable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de ce calcul, le montant visé au premier paragraphe est celui qui serait obtenu conformément à l'article 5 du règlement, si la seconde opération prévue à cet article consistait à soustraire les sommes prises dans l'année précédente pour l'application du programme destiné à rendre neutre les conséquences du regroupement ou de l'annexion.

Lorsque les règles de calcul du taux applicable à la municipalité sont différentes entre le règlement en vigueur dans l'année de référence et celui en vigueur l'année précédente, les taux applicables pour l'année précédant l'année de référence sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

9. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:*

- 1° Le montant net à répartir pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence moins le taux qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence, s'il y avait eu regroupement.

Aux fins de l'application de l'article 7 du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, le taux global de taxation uniformisé et pondéré qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante est le produit que l'on obtient en multipliant la somme des populations des municipalités membres par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement.

Le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement est le quotient que l'on obtient en divisant la somme des recettes admissibles au calcul du taux global de taxation des municipalités membres par le total des valeurs imposables uniformisées des immeubles situés sur le territoire de l'unité de regroupement.

- 9.1 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe au cours de l'année 2000 et qui adoptent pour l'année 2001 le 1^{er} budget à l'égard de l'ensemble du territoire de la nouvelle municipalité, le calcul de la subvention de neutralité applicable à l'élément Répartition des recettes TGE s'effectue suivant le mode de calcul stipulé à l'article 9 en remplaçant « année précédant l'année de référence » par « année 2000 ».*
- 9.2 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe à compter de l'année 2001, aucune subvention de neutralité n'est applicable à l'égard de l'élément Répartition des recettes TGE.*
- 9.3 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.*

D. MODALITÉS DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

10. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997*, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 8 exercices financiers à compter de l'année de référence. Toutefois, dans le cas d'un regroupement ou d'une annexion entrée en vigueur en 1991 ou en 1992, la subvention annuelle de neutralité est versée pendant 8 exercices à compter de l'année 1993.

Pour les 9^e, 10^e et 11^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Compensations tenant lieu de taxes fait l'objet d'un versement global effectué au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable à l'élément Répartition des recettes de TGE est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné ou dans les 60 jours de la date de référence définie au Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux.

11. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996*, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 5 exercices financiers à compter de l'année de référence.

Pour les 6^e, 7^e et 8^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La subvention de neutralité est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

E. AUTRES MODALITÉS

12. La subvention de neutralité payable à une municipalité partie à un regroupement ou à une annexion est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #6	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
ACCENT 2000 INC.	Écrire des textes structurés et ciblés	448,60 \$	1
	Rédaction de rapports et notes stratégiques	1 094,60 \$	2
	Apprivoiser la nouvelle orthographe	998,98 \$	2
ACTI-COM	La rédaction persuasive	640,00 \$	1
	Influence et leadership	490,00 \$	1
AFI EXPERTISE INC.	Adobe InDesign	450,00 \$	1
	Microsoft Access 2002/2003 Module 4 : Formulaires et États – Fondements	494,19 \$	1
	Excel 2003 intermédiaire	230,00 \$	2
	Microsoft Access 2002/2003 Module 5 : Formulaires et États – Fondements	468,49 \$	1
ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL SECTEUR « ADMINISTRATION PROVINCIALE »	La santé et la sécurité du travail	464,30 \$	9
ASSOCIATION DE GÉOMATIQUE MUNICIPALE DU QUÉBEC	Transport et développement durable	279,22 \$	3
ASSOCIATION DES AMÉNAGISTES RÉGIONAUX DU QUÉBEC (AARQ)	Congrès de l'Association des aménagistes régionaux du Québec	10 777,54 \$	15
	Colloque régional de l'AARQ	339,01 \$	2
ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	Troubles de la personnalité: Comment gérer ces employés	0,00 \$	2
ASSOCIATION DES DIRECTEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC (ADMQ)	Les documents d'appel d'offres de nouvelle génération	356,75 \$	1
	Congrès annuel de l'ADMQ - Professionnel. Engagé. Humain!	5 034,61 \$	7
	Colloque ADMQ - Zone Outaouais	21,50 \$	1
	Colloque régional sur la sécurité civile	100,75 \$	4
	Colloque ADMQ - Zone Estrie	496,09 \$	1
ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS DU QUÉBEC	37e congrès annuel - La prospérité au Québec : nos choix	829,68 \$	1
	Au-delà du PIB - Comment mesurer le progrès et le bien-être des sociétés?	70,00 \$	1
ASSOCIATION DES ÉVALUATEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC (AEMQ)	Congrès de l'AEMQ - L'évaluateur moderne	3 035,16 \$	3
ASSOCIATION DES STATIENNES ET STATIENS DU QUÉBEC	Colloque de l'Association des statisticiens du Québec	100,00 \$	1
ASSOCIATION FRANCOPHONE POUR LE SAVOIR	Colloque du CIRIEC : l'engagement et la contribution des personnes, la clé du succès des entreprises collectives publiques et d'économie sociale?	462,35 \$	1
	Le vieillissement démographique : de nombreux enjeux à déchiffrer	387,12 \$	1
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'URBANISME	Le Comité Consultatif d'Urbanisme (CCU) à l'heure du développement durable	220,00 \$	1
ASSOCIATION DES TECHNICIENS EN ÉVALUATION FONCIÈRE DU QUÉBEC	29e congrès annuel - Vivre avec son temps : progrès et tendances en immobilier	200,00 \$	1
BARREAU DU QUÉBEC	Justice participative et résolution des différends	463,50 \$	1
	Congrès du Barreau du Québec	750,00 \$	1

1 : Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #6	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES (CARRA)	Préparation à la retraite	1 786,88 \$	8
	Préparation à la retraite	250,00 \$	1
CARREFOUR ACTION MUNICIPALE ET FAMILLE (CAMF)	24e Colloque du Carrefour - Boulot-vie perso, top chrono: Rôle des municipalités dans la conciliation travail-famille	1 281,58 \$	3
CENTRE DE GÉOMATIQUE DU QUÉBEC	Colloque Visiongéomatique - 2012	948,81 \$	3
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	Comment rendre un contenu accessible avec Word 2002 - Accessibilité du WEB	8 169,19 \$	30
	L'accessibilité pour les professionnels de la charge de projets - Accessibilité du WEB	3 946,78 \$	15
	Les bases de l'accessibilité des documents PDF - Accessibilité du WEB	7 550,62 \$	14
	Français écrit : Structure et style	370,07 \$	2
	Forum de la Fonction publique en Estrie	175,00 \$	5
CENTRE LOUIS-JOLLIET - EN ASSOCIATION AVEC LA CARRA	Préparation à la retraite	785,50 \$	3
CFC DOLMEN INC.	Gestion des équipes et des personnes - Actualisation des habiletés de gestion	1 931,72 \$	1
CLUB AGROENVIRONNEMENTAL PURSOL	Colloque sur les grandes cultures alternatives à haut potentiel économique	60,88 \$	2
CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGRÉÉS DU QUÉBEC (COMAQ)	Mise à jour en matière de droits acquis	907,47 \$	2
	Responsabilité du gestionnaire et de l'élu dans la commission d'un geste illégal	395,00 \$	1
	44e assises annuelles de la COMAQ	1 241,37 \$	2
COMITÉ RÉGIONAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL CENTRE-DU-QUÉBEC	Guide pratique pour démarrer et conduire un projet concerté	65,46 \$	1
COMMISSAIRE AU LOBBYISME DU QUÉBEC	Loi sur l'éthique et la transparence en lobbyisme	966,00 \$	17
CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC	Appréciation de la crédibilité des témoins	250,00 \$	1
CONFÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES COOPÉRATIVES D'HABITATION (CQCH)	Se loger autrement : les réussites et les défis des coopératives d'habitation dans le monde	65,23 \$	1
CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL	Montréal, ville créative : quelles stratégies pour renforcer son attractivité	75,00 \$	1
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA	Conférence de l'Année polaire internationale 2012 - De la connaissance à l'action	1 050,02 \$	1
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ESTRIE	Portes ouvertes sur les actions environnementales	77,94 \$	2
CONSORTECH	Optimisation et analyse approfondie avec le logiciel FME - Géomatique	0,00 \$	1
	Conférence des utilisateurs du logiciel FME 2012 - Géomatique	14,30 \$	1
CONTRÔLEUR DES FINANCES	Risques liés à la donnée financière	0,00 \$	1
	Comptabilité de base	28,60 \$	1
	Cycle budgétaire et budget de dépenses	14,30 \$	1
	Démarche d'établissement d'indicateurs de performance	0,00 \$	1
	Analyse de la fiabilité des données financières	0,00 \$	1
	L'état du Québec et son fonctionnement	28,60 \$	1
COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL QUÉBEC-APPALACHES	Forum coopératif de Chaudière-Appalaches (Contribution des coopératives aux défis et enjeux de société)	90,00 \$	2

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #6	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ)	Ma communauté clé en main	30,00 \$	1
	Forum sur la culture forestière	60,88 \$	2
LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES (CRÉ)	Journée régionale 2012 pour une Action-Famille	30,00 \$	1
	Journée de l'immigration Chaudière-Appalaches	40,00 \$	1
LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MONTÉRÉGIE EST (CRÉ)	Colloque franco-québécois sur le développement durable	137,41 \$	1
	L'entrepreneuriat montréalais : un réseau en action	70,00 \$	1
LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL DU QUÉBEC (CSST)	Cours secouriste en milieu de travail	0,00 \$	2
DAA STRATÉGIES	Colloque québécois sur les parcs régionaux	349,50 \$	1
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ÉNAP)	Activité de recherche en progression - Mémoire de maîtrise en administration publique - option pour analyste	775,32 \$	1
	Compétences de gestion et développement de carrière	561,44 \$	1
	Analyse de politiques publiques	371,14 \$	1
	Résolution de problèmes et prise de décision	425,00 \$	1
	Leadership en action pour gestionnaires de gestionnaires	4 600,00 \$	1
	Panier de gestion - Alliance des cadres	299,88 \$	1
	Examen - planification et gestion stratégique - Alliance des cadres	457,22 \$	1
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (SUITE)	Entrevue structurée - Alliance des cadres	425,00 \$	1
	Prévenir et gérer les conflits	500,00 \$	1
ÉCOLE POLYTECHNIQUE	Projet de maîtrise - Génie de l'environnement	1 827,12 \$	2
ESRI CANADA	Conférence des utilisateurs ESRI - Système d'information géographique	210,00 \$	2
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FQM)	Congrès FQM 2012 - Leadership et diversité	4 318,76 \$	8
	Gestion financière municipale	443,16 \$	1
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES COACHS DU QUÉBEC	L'intégration du coaching dans la culture organisationnelle	249,31 \$	1
FORMATION 4 TEMPS	Écrire pour être lu	239,20 \$	1
FORMATION EURÉKA INC.	Séminaire de lecture rapide	475,00 \$	1
FRANÇOISE CAPDET - FORMATION	Lecture des états financiers	160,00 \$	1
GAUDET ÉDITEURS LTÉE	Logiciel Accès légal - Bibliothèque législative	0,00 \$	11
GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET ÉVALUATION DE PROGRAMME (GRAEP)	Activité de coformation du GRAEP	0,00 \$	1
INSIGHT INFORMATION CO.	Nouvelles règles qui régissent le domaine de la construction	0,00 \$	2
INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES DU QUÉBEC	Audit et contrôle de gestion basé sur le risque dans le secteur public	475,00 \$	1
INSTITUT CANADIEN	Formation avancée en droit administratif	1 795,00 \$	1
INSTITUT DES VÉRIFICATEURS INTERNES	L'éthique, la gouvernance et le combat contre la corruption	113,26 \$	2
JOCELYN BRACE SAULNIER	Cours d'anglais	1 650,00 \$	1

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #6	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
L'ACADÉMIE DE TRANS-FORMATION	Habiletés professionnelles: habiletés relationnelles et service à la clientèle	395,00 \$	1
	Analyse, logique et raisonnement déductif	425,00 \$	1
	Vous engageriez-vous comme patron? - Formation pour gestionnaires	795,00 \$	1
LE GROUPE HAY LIMITÉE	Méthode Hay - Méthode pour l'évaluation des postes	2 800,00 \$	2
MANURI FORMATION	Journée spéciale de formation "Semaine des secrétaires 2012" pour adjointes et secrétaire	495,00 \$	1
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE (FORMATIONS INTERNES)	Découvrir la fonction publique	787,96 \$	4
	Formation SYGID (système de classement des dossiers)	518,55 \$	15
	Session d'échanges des conseillers en aménagement	1 455,51 \$	6
	Démarches intégrées de développement durable	204,05 \$	3
	Séminaire de réflexion sur les changements climatiques	0,00 \$	1
	Rencontre des répondants en développement durable	550,15 \$	3
	Rencontre des professionnels en développement régional et économie sociale	1 447,14 \$	6
	Outils en aménagement du territoire	352,11 \$	5
	Rencontre des répondants à la ruralité	0,00 \$	1
	Suivi de correspondance et présentation du guide	1 177,52 \$	15
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE (SUITE)	Formation GéoAménagement	727,04 \$	4
	Formation en droit municipal	0,00 \$	27
	Table des aménagistes du MAMROT	279,27 \$	1
	Rencontre des répondants en développement régional	295,15 \$	2
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS)	Un savoir en action, le Forum en sécurité civile - Santé et Services sociaux	326,60 \$	1
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	Formation de base en matière de sécurité civile	63,86 \$	1
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS (MDDEP)	Organisation d'événements écoresponsables	0,00 \$	2
	Prise en compte des principes de développement durable	0,00 \$	2
	Reddition de comptes sur le développement durable	0,00 \$	1
MULTI-HEXA QUÉBEC	Word 2003 M3 : Modèle et styles	110,00 \$	2
	Word 2003 M2 : Mise en page	110,00 \$	1
	Excel Module 2	220,00 \$	2
OBSERVATOIRE ESTRIEN DU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS (OEDC)	Forum estrien : Ensemble pour améliorer nos pratiques	68,81 \$	1

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #6	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	Manuel de comptabilité du secteur public à même l'abonnement annuel de formation pour les CPA,CA	0,00 \$	1
	Mise à jour des connaissances en gestion des technologies de l'information à même l'abonnement annuel de formation pour les CPA,CA	0,00 \$	1
	Journée des comptables professionnels agréés dans le secteur public à même l'abonnement annuel de formation pour les CPA,CA	0,00 \$	1
	Normes d'audit généralement reconnues à même l'abonnement annuel de formation pour les CPA,CA	0,00 \$	1
	Maîtriser les gestes clés et outils pratiques	449,00 \$	1
	Abonnement annuel de formation pour les CPA,CA ² (achat de 7 passes)	14 193,00 \$	
	Abonnement annuel de formation pour les CPA,CA ² (achat de 2 passes)	2 998,00 \$	
ORDRE DES URBANISTES DU QUÉBEC	Formation sur la loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU)	586,48 \$	1
	Congrès 2012 - Ordre des urbanistes du Québec	5 317,50 \$	9
RÉDACOM	La nouvelle orthographe	598,00 \$	2
	Écriture efficace	361,02 \$	2
REGROUPEMENT DES ORGANISMES HUMANITAIRES ET COMMUNAUTAIRES POUR LES MESURES D'URGENCE À MONTRÉAL (ROHCMUM)	Colloque 2012 du ROHCMUM: La sécurité civile	99,92 \$	1
REGROUPEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES DE LA RÉGION CHAUDIÈRE-APPALACHES	Assises régionales 2012 persévérances scolaires Chaudière-Appalaches	0,00 \$	1
RÉSEAU ACTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	11e conférence internationale sur l'intranet et les technologies de l'information	716,89 \$	1
RÉSEAU CANADIEN DES GESTIONNAIRES D'ACTIFS (RCGA)	6e atelier annuel du Réseau canadien des gestionnaires d'actifs - Création de voies de communication entre les municipalités	5 536,56 \$	6
RÉSEAU DES ÉLUES MUNICIPALES MONTRÉGIE EST (RÉMME)	Colloque annuel du RÉMME - Le pouvoir du changement ! Bien communiquer pour mieux développer	235,57 \$	1
RÉSEAU DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC (RIQ)	Traitement de l'eau potable : de la théorie à la conception	1 255,00 \$	1
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Colloque régional - Environnement et législation	17,32 \$	1
	Symposium sur les eaux usées et atelier sur l'eau potable	2 069,52 \$	8
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES VILLES ET VILLAGES EN SANTÉ	Colloque annuel - Villes et Villages en santé (développement durable)	155,02 \$	1
	Ça bouge pour la qualité de vie et la santé de nos municipalités!	158,80 \$	1
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	Colloque santé RRSPT-Mobiliser et préserver la santé (santé et mieux-être au travail)	375,00 \$	1
	La gestion de la réintégration au travail	245,00 \$	1
SAS ENTREPRISE GUIDE	Présentation sur le logiciel SAS (méthode d'analyse en statistique)	0,00 \$	1

2: Abonnement annuel de formation pour les CPA, CA : représente des passes de saison CPA, CA qui donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passe, divisible entre plusieurs participants. Le nombre de jours de formation et le nombre de participants sont déclarés lors du suivi de la formation.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #6	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
	Séminaire patronal-syndical de la fonction publique	0,00 \$	1
	Application des conventions collectives	0,00 \$	1
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE GÉNIE CIVIL (SCGC)	15e Conférence internationale sur l'ingénierie des régions froides	0,00 \$	1
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC (SHQ)	Les entretiens sur l'habitat : activité écoresponsable	97,10 \$	2
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES (SQEP)	Programme de communication Toastmaster - La communication et le leadership	45,00 \$	3
	Colloque de la SQEP - L'évaluation pour la prise de décision	246,11 \$	1
SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC (SRQ)	Formation annuelle des agents de développement rural - Réseau des agents de développement au cœur de l'action rurale (RADAR)	7 374,27 \$	11
	Forum sur la gouvernance de la solidarité rurale du Québec - La gouvernance et les territoires	215,36 \$	1
TABLE AGROALIMENTAIRE CHAUDIÈRE-APPALACHES	L'économie sociale : un levier de développement durable	90,00 \$	3
TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DU BAS-SAINT-LAURENT	6e rassemblement annuel Réseau solidarité du Bas-Saint-Laurent - Les communications	136,40 \$	1
TECHNOLOGIA	Gestion d'équipes en situation de changement organisationnel	1 585,80 \$	3
	Développement d'applications avec les logiciels Ajax et jQuery	1 090,77 \$	1
	Développer son efficacité professionnelle pour le personnel administratif	650,00 \$	1
	Gestion de projets informatiques	1 361,80 \$	1
	Programmation ASP .Net 4,0 - Solutions Web	1 106,60 \$	1
TÉLUQ - L'UNIVERSITÉ À DISTANCE DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	Introduction au marketing	465,89 \$	1
	Contrôle de gestion - Connaître et savoir utiliser certains outils	393,89 \$	1
UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC (UMQ)	Congrès annuel de l'UMQ - L'éthique et la responsabilité des élus	1 357,62 \$	1
UNIVERSITÉ LAVAL	Politiques autochtones au Canada	278,79 \$	1
	Gestion des équipes de travail	1 436,54 \$	2
	Colloque villes intelligentes, villes durables	170,00 \$	1
VERSALYS	Excel 2003 - Intermédiaire	760,82 \$	3
	Word 2007 - Avancé	254,62 \$	1
	Excel 2003 - Avancé	883,86 \$	2
	Excel 2003 - Débutant	242,88 \$	1
	PowerPoint 2003 - Débutant	145,00 \$	1

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 7	Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.	
-------------	--	--

Municipalité	Adresse	Coûts d'aménagements
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire		
Baie-Comeau	625, boulevard Laflèche	9 093,48
Chandler	500, avenue Daigneault	9 348,98
TOTAL		18 442,46

Notes : La SIQ est toujours propriétaire des espaces loués.
Aucune superficie n'est inoccupée.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #8

Nombre de personnes parties à la retraite en 2012-2013.

Nombre de départs à la retraite en 2012-2013 : 16 départs

Informations au 30 novembre 2012

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 9

Nombre de personnes engagées en 2012-2013

NOMBRE D'EMPLOYÉS ENGAGÉS en 2012-2013
(Incluant la Commission municipale du Québec)

Nombre de personnes engagées en 2012-2013 : 65
(incluant la Commission municipale du Québec)

Information connue au 30 novembre 2012
SOURCES : Actes de nominations

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 10

Nombre de personnes licenciées en 2012.2013.

Aucun employé régulier n'a fait l'objet d'un congédiement durant l'année 2012-2013.

Information au 30 novembre 2012

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 11

Nombre d'ETC en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

L'effectif total autorisé pour 2012-2013 est de 467 ETC réguliers + 8 ETC occasionnels = 475 pour le MAMROT

Information au 30 novembre 2012

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 12

Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMROT pour 2012-2013. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités.

Nom du bénéficiaire	Montant \$
Municipalité de L'Île-d'Anticosti	123 926,00 \$
Ville de Matane	178 471,00 \$
Ville de Murdochville	109 200,00 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 13

Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2012-2013.

Programme : Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM)¹

Versements annuels de l'exercice financier 2012-2013

Municipalités	Versement	MONTANT
Rimouski	4 ^e versement	200 000 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	4 ^e versement	5 645 \$
Témiscouata-sur-le-Lac	3 ^{er} versement	84 300 \$
Total		289 945 \$

¹ Ce programme comprend 5 versements

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 14

Liste des municipalités qui ont demandé une étude d'opportunité en 2012-2013 d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, liste des études réalisées, coûts et principales conclusions des études.

Ces dossiers de regroupement sont issus de la volonté du milieu.

<u>Municipalités</u>	<u>Date de l'étude</u>	<u>Auteur</u>	<u>Coûts⁽¹⁾</u>	<u>Conclusion et suivi</u>
Village de Saint-Alexis Paroisse de Saint-Alexis	16 février 2012	Roger Pépin Martin St-Laurent	Aucun	Décision des conseils de donner suite au regroupement. Décret 1147-2012 adopté le 5 décembre 2012.
Ville de Trois-Pistoles et Municipalité de Notre-Dame-des-Neiges	Étude en cours	Gilles Gauthier	Aucun	
Municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth Municipalité de Courcelles	Étude en cours	Miguel Herrero	Aucun	
Village de Tadoussac Municipalité de Baie-Sainte-Catherine	Étude en cours	Jean-Philippe Robin Roger Pépin	Aucun	
Municipalité de Kiamika Municipalité de Lac-du-Cerf	Étude en cours	Miguel Herrero	Aucun	
Ville de Daveluyville Municipalité de Sainte-Anne-du-Sault	Étude en cours	Gilles Gauthier	Aucun	

⁽¹⁾ Ces études sont réalisées par le personnel du Ministère.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 15

Liste des études de regroupement produites en 2012-2013 avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Voir la réponse à la question # 14 pour les études de regroupement réalisées par le Ministère.

En date du 30 novembre 2012, le ministère n'avait pris aucun engagement à subventionner une étude de regroupement confiée à une firme privée.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 16

Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal en précisant les montants et catégories en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014, détaillées par municipalité.

A)	Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013 (annexe 1)	260 548 359 \$
B)	Prévisions des sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014 (annexe 2)	260 548 359 \$

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Abercorn	VL	0	0	0	0	0
Abitibi	MRC	0	35 928	244 241	0	0
Abitibi	TR	57 105	0	0	11 373	0
Abitibi-Ouest	MRC	0	35 928	217 919	0	0
Abitibi-Ouest	TR	46 168	0	0	2 099	0
Acton	MRC	0	38 778	0	0	0
Acton Vale	V	186 791	0	0	0	158 561
Adstock	M	0	0	0	17 472	7 119
Aguanish	M	84 669	0	0	97 225	6 514
Albanel	M	176 587	0	0	19 640	22 437
Albertville	M	69 355	0	0	3 888	2 734
Alleyn-et-Cawood	M	0	0	0	47 530	4
Alma	V	0	0	0	1 525	785 090
Amherst	CT	0	0	0	54 569	5 454
Amos	V	519 631	0	0	32 583	502 901
Amqui	V	348 170	0	0	11 260	256 646
Ange-Gardien	M	0	0	0	0	9 186
Angliers	VL	64 151	0	0	24 239	0
Antoine-Labelle	MRC	0	42 790	357 180	0	0
Antoine-Labelle	TR	0	0	0	195 819	0
Argenteuil	MRC	0	29 859	100 636	0	0
Armagh	M	62 113	0	0	33 536	7 263
Arthabaska	MRC	0	29 859	15 650	0	0
Arundel	CT	0	0	0	4 711	6 736
Asbestos	V	868 904	0	0	0	165 084
Ascot Corner	M	0	0	0	0	11 455
Aston-Jonction	M	0	0	0	0	2 686
Auclair	M	19 317	0	0	15 032	7 659
Audet	M	3 487	0	0	68	7 460
Aumond	CT	16 971	0	0	26 973	0
Austin	M	0	0	0	1 542	3 947
Authier	M	86 229	0	0	8 563	0
Authier-Nord	M	79 772	0	0	21 892	3 400
Avignon	MRC	0	42 790	137 808	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Avignon	TR	0	0	0	7 824	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	0	33 110
Baie-Comeau	V	52 467	0	0	41 089	836 060
Baie-des-Sables	M	35 024	0	0	0	4 978
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	0	8 092
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	0	89 491
Baie-James	M	171 784	8 430	20 122	1 032 150	12 508
Baie-Johan-Beetz	M	17 029	0	0	24 078	2 611
Baie-Sainte-Catherine	M	28 094	0	0	9 042	4 539
Baie-Saint-Paul	V	0	0	0	34	205 609
Baie-Trinité	VL	192 176	0	0	70 945	40 585
Barkmere	V	0	0	0	2 836	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0	0
Barraute	M	415 031	0	0	43 531	38 497
Batiscan	M	0	0	0	0	3 104
Beaconsfield	V	0	0	0	0	458 473
Béarn	M	166 125	0	0	48 723	10 285
Beauce-Sartigan	MRC	0	29 859	15 475	0	0
Beauceville	V	150 397	0	0	0	184 998
Beauharnois	V	0	0	0	0	203 913
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	29 859	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	0	1 888	5 364
Beaumont	M	0	0	0	0	12 865
Beaupré	V	0	0	0	0	140 634
Bécancour	MRC	0	29 859	13 448	0	0
Bécancour	V	0	0	0	1 006	53 061
Bedford	V	0	0	0	0	88 911
Bedford	CT	0	0	0	0	0
Bégin	M	52 716	0	0	42 725	9 924
Belcourt	M	76 274	0	0	36 680	0
Bellechasse	MRC	0	29 859	9 108	0	0
Belleterre	V	132 623	0	0	60 220	4 044
Beloeil	V	0	0	0	0	312 391
Berry	M	81 073	0	0	31 934	2 278

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	0	7 584
Berthierville	V	0	0	0	0	169 668
Béthanie	M	0	0	0	0	0
Biencourt	M	138 439	0	0	26 506	5 288
Blainville	V	0	0	0	0	521 579
Blanc-Sablon	M	107 873	0	0	37 205	122 829
Blue Sea	M	0	0	0	3 005	1 572
Boileau	M	0	0	0	13 698	0
Boisbriand	V	0	0	0	0	432 185
Boischatel	M	0	0	0	0	27 370
Bois-des-Filion	V	0	0	0	0	103 587
Bois-Franc	M	0	0	0	3 500	3 643
Bolton-Est	M	0	0	0	0	368
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0	0
Bonaventure	MRC	0	42 790	188 365	0	0
Bonaventure	TR	760	0	0	13 566	0
Bonaventure	V	2 749	0	0	105	122 866
Bonne-Espérance	M	227 545	0	0	93 902	58 137
Bonsecours	M	0	0	0	34	3 417
Boucherville	V	0	0	0	22 858	418 133
Bouchette	M	0	0	0	6 812	1 930
Bowman	M	0	0	0	12 625	0
Brébeuf	P	0	0	0	1 587	0
Brigham	M	0	0	0	0	2 199
Bristol	M	0	0	0	22	0
Brome	VL	0	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	29 859	0	0	0
Bromont	V	0	0	0	0	39 865
Brossard	V	0	0	0	1 216	588 364
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	0	26 931
Bryson	M	72 741	0	0	0	0
Bury	M	0	0	0	0	3 195
Cacouna	M	0	0	0	290	26 243
Calixa-Lavallée	P	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Campbell's Bay	M	117 808	0	0	0	60 281
Candiac	V	0	0	0	0	160 117
Caniapiscau	MRC	0	25 779	27 815	0	0
Caniapiscau	TR	0	0	0	199 181	0
Cantley	M	0	0	0	0	43 317
Cap-Chat	V	436 843	0	0	6 180	60 109
Caplan	M	117 470	0	0	62	17 407
Cap-Saint-Ignace	M	86 116	0	0	39 123	32 055
Cap-Santé	V	0	0	0	0	19 329
Carignan	V	0	0	0	0	25 693
Carleton-sur-Mer	V	55 832	0	0	15 301	150 014
Cascapédia--Saint-Jules	M	60 696	0	0	5 295	0
Causapscal	V	596 060	0	0	429	99 072
Cayamant	M	0	0	0	72 215	1 457
Chambly	V	0	0	0	0	262 714
Chambord	M	0	0	0	6 582	17 751
Champlain	M	0	0	0	0	3 229
Champneuf	M	50 103	0	0	20 002	0
Chandler	V	912 716	0	0	43 986	302 132
Chapais	V	515 473	0	18 291	23 116	110 087
Charette	M	39 038	0	0	0	11 602
Charlemagne	V	0	0	0	0	34 272
Charlevoix	MRC	0	38 778	126 531	0	0
Charlevoix	TR	0	0	0	30 189	0
Charlevoix-Est	MRC	0	38 778	78 423	0	0
Charlevoix-Est	TR	22 522	0	0	11 773	0
Chartierville	M	0	0	0	6 456	0
Châteauguay	V	0	0	0	0	1 222 978
Château-Richer	V	0	0	0	0	23 897
Chazel	M	47 943	0	0	5 693	0
Chelsea	M	0	0	0	0	33 608
Chénéville	M	0	0	0	834	10 584
Chertsey	M	0	0	0	85 399	27 588
Chesterville	M	0	0	0	0	7 510

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Chibougamau	V	403 533	0	79 671	132 232	421 514
Chichester	CT	23 716	0	0	37 774	0
Chute-aux-Outardes	VL	418 502	0	0	1 257	40 360
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	0	90 846	2 465
Clarendon	M	0	0	0	79	53
Clermont	V	26 854	0	0	5 274	40 788
Clermont	CT	53 526	0	0	5 078	2 731
Clerval	M	10 694	0	0	1 726	0
Cleveland	CT	0	0	0	0	17 777
Cloridorme	CT	142 653	0	0	17 468	24 185
Coaticook	MRC	0	29 859	0	0	0
Coaticook	V	0	0	0	0	226 196
Colombier	M	228 678	0	0	45 294	33 614
Compton	M	0	0	0	0	24 235
Contrecoeur	V	0	0	0	0	29 834
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0	0
Cookshire-Eaton	V	0	0	0	0	25 245
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	0	49 437
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	261 021	0	0	151 561	110 717
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	0	769 343
Courcelles	M	86 914	0	0	0	5 295
Cowansville	V	0	0	0	0	512 531
Crabtree	M	0	0	0	0	17 675
Danville	V	210 288	0	0	0	22 636
D'Au-ray	MRC	0	29 859	9 204	0	0
Daveluyville	V	146 784	0	0	0	46 313
Dégelis	V	220 454	0	0	208 349	148 984
Déleage	M	131 897	0	0	31 871	1 721
Delson	V	0	0	0	0	86 273
Denholm	M	0	0	0	36 347	0
Desbiens	V	145 178	0	0	360	10 251
Deschailons-sur-Saint-Laurent	M	0	0	0	0	18 405
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	0	7 680
Deux-Montagnes	MRC	0	17 597	14 555	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Deux-Montagnes	V	0	0	0	0	303 160
Disraeli	V	174 898	0	0	0	132 321
Disraeli	P	0	0	0	625	0
Dixville	M	0	0	0	0	8 941
Dolbeau-Mistassini	V	708 757	0	0	52 299	587 582
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	0	552 016
Donnacoona	V	0	0	0	0	275 963
Dorval	V	0	0	0	0	412 414
Dosquet	M	0	0	0	0	4 101
Drummond	MRC	0	29 859	64	0	0
Drummondville	V	64 271	0	0	67	959 361
Dudswell	M	0	0	0	0	3 650
Duhamel	M	0	0	0	107 892	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0	195
Dundee	CT	0	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	0	10 611
Duparquet	V	41 489	0	0	16 452	6 775
Dupuy	M	161 257	0	0	799	5 962
Durham-Sud	M	0	0	0	0	1 798
East Angus	V	212 591	0	0	0	146 831
East Broughton	M	244 424	0	0	0	26 479
East Farnham	M	0	0	0	0	0
East Hereford	M	0	0	0	0	1 661
Eastman	M	0	0	0	621	8 611
Egan-Sud	M	6 483	0	0	50	0
Elgin	M	0	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	0	12 396	2 073
Escuminac	M	76 272	0	0	3 743	5 133
Esprit-Saint	M	110 108	0	0	31 980	3 356
Estérel	V	0	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	0	138 953
Fassett	M	0	0	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	25 734	0	0	54 914	7 272
Ferme-Neuve	M	0	0	0	297 270	16 694

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Fermont	V	0	0	0	54 646	106 398
Forestville	V	697 607	0	0	21 555	138 107
Fort-Coulonge	VL	313 636	0	0	0	52 076
Fortierville	M	87 361	0	0	0	5 080
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	0	190	0
Frampton	M	0	0	0	0	5 018
Franklin	M	0	0	0	0	5 640
Franquelin	M	84 888	0	0	62 699	7 063
Frelighsburg	M	0	0	0	0	5 012
Frontenac	M	0	0	0	40 610	17
Fugèreville	M	64 278	0	0	5 862	4 783
Gallichan	M	42 435	0	0	29	105
Gaspé	V	0	0	0	60 962	420 405
Gatineau	V	0	0	0	1 621	5 916 218
Girardville	M	214 691	0	0	20 051	21 544
Godbout	VL	128 257	0	0	21 024	8 667
Godmanchester	CT	0	0	0	0	41
Golfe-du-Saint-Laurent	TR	0	0	0	162 352	0
Gore	CT	0	0	0	133	662
Gracefield	V	0	0	0	28 398	33 626
Granby	V	0	0	0	0	729 870
Grande-Rivière	V	432 731	0	0	0	151 311
Grandes-Piles	VL	0	0	0	26 232	0
Grande-Vallée	M	103 308	0	0	17 431	57 697
Grand-Métis	M	2 842	0	0	0	0
Grand-Remous	M	3 084	0	0	62 242	2 969
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0	0
Grenville	VL	20 190	0	0	0	34 314
Grenville-sur-la-Rouge	M	0	0	0	12 383	40 030
Gros-Mécatina	M	138 033	0	0	87 396	46 408
Grosse-Île	M	65 814	0	0	0	13 584
Grosses-Roches	M	84 326	0	0	3 771	7 897
Guérin	CT	53 427	0	0	9 752	3 138
Ham-Nord	CT	14 206	0	0	0	7 288

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Hampden	CT	0	0	0	41 357	0
Hampstead	V	0	0	0	0	83 392
Ham-Sud	M	0	0	0	8 608	0
Harrington	CT	0	0	0	30 857	0
Hatley	M	0	0	0	0	0
Hatley	CT	0	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	0	224 917	122 204
Hébertville	M	88 658	0	0	42 778	56 343
Hébertville-Station	VL	101 097	0	0	2 093	14 851
Hemmingford	VL	0	0	0	0	15 366
Hemmingford	CT	0	0	0	0	0
Henryville	M	0	0	0	0	8 333
Hérouxville	P	44 640	0	0	265	7 632
Hinchinbrooke	M	0	0	0	0	793
Honfleur	M	0	0	0	0	0
Hope	CT	100 225	0	0	1 124	0
Hope Town	M	28 910	0	0	57	-1555
Howick	M	0	0	0	0	18 727
Huberdeau	M	0	0	0	0	16 396
Hudson	V	0	0	0	0	73 817
Huntingdon	V	130 997	0	0	0	124 558
Inverness	M	0	0	0	0	5 865
Irlande	M	0	0	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0	0
Joliette	MRC	0	29 859	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	0	647 840
Kamouraska	MRC	0	36 721	46 510	0	0
Kamouraska	TR	0	0	0	11 791	0
Kamouraska	M	0	0	0	0	2 891
Kazabazua	M	0	0	0	9 988	2 848
Kiamika	M	0	0	0	96 562	2 443
Kingsbury	VL	0	0	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	0	15 612

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière ---				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0	0
Kipawa	M	0	0	0	2 687	0
Kirkland	V	0	0	0	0	153 392
Labelle	M	0	0	0	82 444	12 367
La Bostonnais	M	64 874	0	0	19 708	0
Labrecque	M	87 814	0	0	27 802	17 281
Lac-au-Saumon	M	169 653	0	0	0	41 104
Lac-aux-Sables	P	0	0	0	57 672	2 834
Lac-Beauport	M	0	0	0	0	34 368
Lac-Bouchette	M	209 798	0	0	170 506	12 168
Lac-Brome	V	0	0	0	0	28 030
Lac-Delage	V	0	0	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	144 588	0	0	216	8 921
Lac-des-Écorces	M	63 854	0	0	23 321	9 054
Lac-des-Plages	M	0	0	0	30 502	0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	0	83	0
Lac-Drolet	M	0	0	0	0	5 079
Lac-du-Cerf	M	0	0	0	24 515	0
Lac-Édouard	M	23 028	0	0	41 755	0
Lac-Etchemin	M	93 875	0	0	5 083	66 008
Lac-Frontière	M	20 806	0	0	7 993	0
Lachute	V	0	0	0	0	437 982
Lac-Mégantic	V	0	0	0	0	304 747
Lacolle	M	0	0	0	0	14 017
La Conception	M	0	0	0	39 425	0
La Corne	M	61 883	0	0	18 356	3 320
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	29 859	185 455	0	3 275
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	0	44 937	0
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	42 790	185 245	0	0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	0	11 285	0
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0	0
Lac-Saguay	VL	0	0	0	35 270	0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	0	22 266	2 133
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	29 859	531 899	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	0	13 400	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	0	2 981	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	0	54 230	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	0	11 327	0
Lac-Supérieur	M	0	0	0	102 621	294
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	0	610	0
La Doré	P	215 809	0	0	75 633	19 892
La Durantaye	P	0	0	0	0	8 488
Laforce	M	87 915	0	0	21 777	3 651
La Guadeloupe	VL	163 254	0	0	0	21 947
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	42 790	127 435	0	0
La Haute-Côte-Nord	TR	0	0	0	35 545	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	47 208	130 003	0	0
La Haute-Gaspésie	TR	16 069	0	0	15 545	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	29 859	372 690	0	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	17 597	112 832	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	0	21 272	0
La Macaza	M	0	0	0	35 114	0
La Malbaie	V	0	0	0	61 996	326 661
Lamarche	M	43 558	0	0	24 447	7 348
La Martre	M	76 414	0	0	23 057	0
La Matapédia	MRC	0	42 790	126 517	0	1 033
La Matapédia	TR	5 596	0	0	42 373	0
Lambton	M	0	0	0	2 517	11 655
La Minerve	M	0	0	0	83 886	4 624
La Mitis	MRC	0	42 790	38 297	0	0
La Mitis	TR	0	0	0	13 428	0
La Morandière	M	79 758	0	0	19 221	12 840
La Motte	M	31 270	0	0	5 484	2 538
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	0	237 808
Landrienne	CT	98 388	0	0	22 415	10 556
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	0	11 893
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	3 418	2 139

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lanoraie	M	0	0	0	0	27 234
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	29 859	1	0	0
L'Anse-Saint-Jean	M	0	0	0	146 953	34 879
Lantier	M	0	0	0	894	0
La Patrie	M	0	0	0	74 510	8 530
La Pêche	M	0	0	0	34 956	66 814
La Pocatière	V	32 254	0	0	150	359 486
La Prairie	V	0	0	0	0	416 140
La Présentation	M	0	0	0	0	8 927
La Rédemption	P	118 733	0	0	14 349	7 160
La Reine	M	125 713	0	0	844	63
La Rivière-du-Nord	MRC	0	29 859	7 544	0	0
Larouche	M	32 806	0	0	9 198	21 287
La Sarre	V	600 974	0	0	1 124	371 403
L'Ascension	M	0	0	0	127 581	5 834
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	108 546	0	0	22 439	16 403
L'Ascension-de-Patapédia	M	76 351	0	0	4 635	0
L'Assomption	MRC	0	17 597	0	0	0
L'Assomption	V	0	0	0	0	591 381
La Trinité-des-Monts	P	85 330	0	0	51 282	0
Latulipe-et-Gaboury	CU	91 779	0	0	20 859	13 107
La Tuque	AG	0	39 314	131 793	243 663	0
La Tuque	V	1 507 388	0	0	409 715	393 020
Launay	CT	46 282	0	0	19 595	2 932
Laurier-Station	VL	0	0	0	0	31 714
Laurierville	M	0	0	0	0	5 958
Laval	MRC	0	0	0	0	0
Laval	V	0	0	0	0	5 605 514
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	42 790	189 736	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	0	0	0	127 815	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	35 928	427 307	0	101
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	17 597	446	0	0
Lavaltrie	V	0	0	0	0	167 366
L'Avenir	M	0	0	0	0	1 372

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Laverlochère	M	110 057	0	0	1 921	5 230
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0	0
Lawrenceville	VL	0	0	0	0	2 002
Lebel-sur-Quévillon	V	748 258	0	32 143	4 252	98 217
Leclercville	M	0	0	0	45 813	1 861
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	35 928	312 578	0	0
Le Domaine-du-Roy	TR	777	0	0	133 279	0
Lefebvre	M	0	0	0	0	2
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	42 790	202 493	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	TR	12 413	0	0	300 601	0
Le Golfe-du-Saint-Laurent	MRC	0	198 348	48 869	0	0
Le Granit	MRC	0	29 859	114 979	0	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	29 859	1 783	0	0
Le Haut-Saint-François	MRC	0	29 859	25 788	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	29 859	0	0	0
Lejeune	M	74 128	0	0	72 794	3 787
Lemieux	M	1 015	0	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	0	56 632
L'Épiphanie	P	0	0	0	0	0
L'Érable	MRC	0	29 859	34 228	0	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	47 208	194 687	0	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	0	7 039	0
Léry	V	0	0	0	0	635
Les Appalaches	MRC	0	29 859	13 953	0	0
Les Basques	MRC	0	42 150	10 855	0	0
Les Basques	TR	0	0	0	1 916	0
Les Bergeronnes	M	75 576	0	0	21 981	111 353
Les Cèdres	M	0	0	0	0	32 717
Les Chenaux	MRC	0	38 778	178 974	0	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	23 666	391 604	0	0
Les Coteaux	M	0	0	0	0	20 115
Les Éboulements	M	0	0	0	0	5 371
Les Escoumins	M	140 447	0	0	32 212	46 838

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Les Etchemins	MRC	0	38 778	28 921	0	0
Les Hauteurs	M	162 598	0	0	3 993	6 207
Les Îles-de-la-Madeleine	AG	0	42 790	0	0	182 539
Les Îles-de-la-Madeleine	M	519 472	0	0	0	208 197
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	29 859	0	0	0
Les Laurentides	MRC	0	35 928	417 998	0	0
Les Maskoutains	MRC	0	29 859	0	0	0
Les Méchins	M	149 065	0	0	122 947	14 125
Les Moulins	MRC	0	17 597	0	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	17 597	77 377	0	0
Les Sources	MRC	0	38 778	1 761	0	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	29 859	346	0	0
Lévis	V	0	0	0	0	2 396 974
L'Île-Cadieux	V	0	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	14 853	0	0	94 544	16 957
L'Île-d'Orléans	MRC	0	28 662	0	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0	0
L'Île-du-Grand-Calumet	M	12 102	0	0	2 364	2 194
L'Île-Perrot	V	0	0	0	0	121 122
Lingwick	CT	1 280	0	0	10 558	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	0	1 642	15 448
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	0	16 525
L'Islet	MRC	0	38 778	68 804	0	0
L'Islet	M	65 003	0	0	0	50 334
L'Isle-Verte	M	26 448	0	0	0	30 061
Litchfield	M	0	0	0	1 688	0
Lochaber	CT	0	0	0	2 147	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	80 110	0	0	72 706	20 893
Longue-Rive	M	332 653	0	0	36 920	22 197
Longueuil	AG	0	0	0	0	0
Longueuil	V	0	0	0	4 386	4 478 744
Lorraine	V	0	0	0	0	96 051
Lorrainville	M	119 914	0	0	149	72 721

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lotbinière	MRC	0	29 859	22 024	0	0
Lotbinière	M	0	0	0	0	2 568
Louiseville	V	136 032	0	0	0	263 518
Low	CT	0	0	0	18 828	2 287
Lyster	M	22 089	0	0	0	7 332
Macamic	V	310 742	0	0	1 987	72 781
Maddington	CT	39 081	0	0	0	0
Magog	V	0	0	0	1 767	342 201
Malartic	V	433 689	0	0	31 826	286 016
Mandeville	M	0	0	0	128 932	3 406
Manicouagan	MRC	0	29 859	316 445	0	182
Manicouagan	TR	0	0	0	103 825	0
Maniwaki	V	449 670	0	0	3 266	299 455
Manseau	M	93 088	0	0	1 307	5 841
Mansfield-et-Pontefract	M	11 876	0	0	89 766	44 534
Marguerite-D'Youville	MRC	0	17 597	5 350	0	0
Maria	M	62 248	0	0	1 866	108 400
Maria-Chapdelaine	MRC	0	42 790	270 318	0	0
Maria-Chapdelaine	TR	15 090	0	0	283 076	0
Maricourt	M	0	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	0	155 297
Marsoui	VL	124 546	0	0	40 888	23 498
Marston	CT	0	0	0	15 511	0
Martinville	M	0	0	0	0	2 412
Mascouche	V	0	0	0	0	519 110
Maskinongé	MRC	0	29 859	364 157	0	0
Maskinongé	M	21 533	0	0	0	5 594
Massueville	VL	33 237	0	0	0	7 444
Matagami	V	417 742	0	19 294	19 068	156 563
Matane	MRC	0	42 790	96 474	0	0
Matane	TR	3 499	0	0	25 949	0
Matane	V	402 802	0	0	283	487 203
Matapédia	M	81 895	0	0	49	80 883
Matawinie	MRC	0	29 859	365 094	0	1 866

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière ---				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Matawinie	TR	5 463	0	0	169 704	0
Mayo	M	0	0	0	1 815	0
McMasterville	M	0	0	0	0	121 021
Mékinac	MRC	0	38 778	131 803	0	0
Mékinac	TR	4 308	0	0	60 383	0
Melbourne	CT	0	0	0	0	0
Memphrémagog	MRC	0	29 859	12 233	0	0
Mercier	V	0	0	0	0	69 376
Messines	M	0	0	0	6 597	2 043
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	86 913	0	0	24 922	131 445
Métis-sur-Mer	V	0	0	0	0	7 622
Milan	M	0	0	0	33 120	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0	0
Minganie	MRC	0	42 335	56 367	0	0
Minganie	TR	0	0	0	159 770	0
Mirabel	MRC	0	0	0	0	0
Mirabel	V	0	0	0	0	260 195
Moffet	M	53 129	0	0	20 691	4 029
Montcalm	MRC	0	29 859	150	0	0
Montcalm	M	0	0	0	23 213	0
Mont-Carmel	M	56 282	0	0	120 382	4 521
Montcerf-Lytton	M	47 720	0	0	53 785	3 996
Montebello	M	0	0	0	0	18 875
Mont-Joli	V	237 673	0	0	0	405 304
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0	0
Mont-Laurier	V	44 038	0	0	189 661	324 991
Montmagny	MRC	0	36 721	45 375	0	0
Montmagny	V	251 741	0	0	0	490 259
Montpellier	M	0	0	0	64 919	0
Montréal	AG	0	0	0	0	0
Montréal	V	0	0	0	0	46 657 832
Montréal-Est	V	0	0	0	0	24 072
Montréal-Ouest	V	0	0	0	0	163 384
Mont-Royal	V	0	0	0	0	373 097

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	0	6 950
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	0	187 845
Mont-Saint-Michel	M	0	0	0	31 164	2 492
Mont-Saint-Pierre	VL	50 993	0	0	8 524	0
Mont-Tremblant	AG	0	0	0	9 782	52 139
Mont-Tremblant	V	0	0	0	18 750	70 749
Morin-Heights	M	0	0	0	2 201	9 090
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	0	28 896	7
Murdochville	V	462 247	0	0	35 336	18 351
Namur	M	0	0	0	2 383	6 771
Nantes	M	56 879	0	0	0	4 767
Napierville	M	0	0	0	0	49 391
Natashquan	CT	66 252	0	0	34 201	28 630
Nédélec	CT	100 252	0	0	21 252	5 156
Neuveville	V	0	0	0	0	23 411
New Carlisle	M	111 362	0	0	233	62 921
Newport	M	0	0	0	0	7
New Richmond	V	207 975	0	0	4 088	64 112
Nicolet	V	0	0	0	0	369 490
Nicolet-Yamaska	MRC	0	29 859	3 196	0	0
Nominingue	M	0	0	0	68 744	3 430
Normandin	V	181 437	0	0	29 499	142 562
Normétal	M	378 108	0	0	8 194	22 654
North Hatley	VL	0	0	0	0	7 238
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	0	51	6 454
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	0	-28025
Notre-Dame-de-Ham	M	39 691	0	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	0	118 089	1 355
Notre-Dame-de-la-Paix	M	18 614	0	0	0	2 487
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	0	5 534	9 983
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	0	35 989
Notre-Dame-de-Lorette	M	37 315	0	0	64 004	9
Notre-Dame-de-Lourdes	P	0	0	0	2 185	3 687
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	0	8 440

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Notre-Dame-de-Montauban	M	0	0	0	23 673	11 862
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	0	90 561	2 034
Notre-Dame-des-Bois	M	0	0	0	58 350	3 373
Notre-Dame-des-Monts	M	57 879	0	0	389	8 262
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	0	21	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	0	6 567
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	0	29 506
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	0	353
Notre-Dame-de-Stanbridge	M	0	0	0	0	3 998
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	68 886	0	0	0	11 651
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	0	185 355	4 022
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	0	0	0	0	19 669
Notre-Dame-du-Nord	M	174 239	0	0	425	56 124
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	0	-71 163
Notre-Dame-du-Rosaire	M	3 594	0	0	60 740	0
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	0	129	0
Nouvelle	M	124 730	0	0	11 746	13 673
Noyan	M	0	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0	0
Oka	M	0	0	0	8 324	56 870
Orford	CT	0	0	0	62 715	0
Ormstown	M	0	0	0	0	78 837
Otterburn Park	V	0	0	0	0	45 647
Otter Lake	M	0	0	0	57 317	2 892
Packington	P	36 668	0	0	14 098	10 301
Padoue	M	61 578	0	0	0	8 413
Palmarolle	M	118 254	0	0	0	16 725
Papineau	MRC	0	35 928	218 728	0	0
Papineauville	M	0	0	0	0	142 761
Parisville	P	4 265	0	0	0	2 264
Paspébiac	V	264 916	0	0	3 028	115 854
Percé	V	446 241	0	0	25 750	41 739
Pérignonka	M	2 734	0	0	8 913	3 944

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	0	17 024	8 409
Petite-Vallée	M	31 511	0	0	4 207	0
Petit-Saguenay	M	192 063	0	0	73 129	18 270
Piedmont	M	0	0	0	0	6 974
Pierre-De Saurel	MRC	0	29 859	0	0	0
Pierreville	M	54 835	0	0	1 580	20 687
Pike River	M	0	0	0	0	0
Pincourt	V	0	0	0	0	222 413
Piopolis	M	0	0	0	10 192	0
Plaisance	M	0	0	0	6 709	6 349
Plessisville	V	438 848	0	0	0	216 347
Plessisville	P	0	0	0	5 642	6 241
Pohénégamook	V	77 773	0	0	78 504	147 110
Pointe-à-la-Croix	M	263 605	0	0	39 139	20 204
Pointe-aux-Outardes	VL	78 651	0	0	6 249	18 617
Pointe-Calumet	M	0	0	0	488	50 049
Pointe-Claire	V	0	0	0	0	725 161
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	167 678	0	0	8 413	34 597
Pontiac	MRC	0	42 790	152 110	0	0
Pontiac	TR	0	0	0	127 806	0
Pontiac	M	0	0	0	533	23 559
Pont-Rouge	V	0	0	0	0	73 128
Portage-du-Fort	VL	19 488	0	0	0	0
Port-Cartier	V	0	0	0	144 747	235 039
Port-Daniel--Gascons	M	513 986	0	0	18 198	32 892
Portneuf	MRC	0	29 859	115 618	0	0
Portneuf	TR	500	0	0	15 769	0
Portneuf	V	103 098	0	0	0	18 064
Portneuf-sur-Mer	M	186 252	0	0	32 647	27 507
Potton	CT	0	0	0	0	6 008
Poularies	M	137 730	0	0	5 787	7 030
Preissac	M	0	0	0	23 508	2 239

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Prévost	V	0	0	0	0	68 239
Price	VL	309 459	0	0	0	19 524
Princeville	V	201 901	0	0	0	54 516
Québec	AG	0	0	0	0	0
Québec	V	0	0	0	0	17 163 716
Racine	M	0	0	0	0	2 529
Ragueneau	P	311 722	0	0	28 443	41 205
Rapide-Danseur	M	0	0	0	9 004	4 358
Rapides-des-Joachims	M	19 423	0	0	64 004	0
Rawdon	M	0	0	0	12 419	143 060
Rémigny	M	71 668	0	0	76 797	0
Repentigny	V	0	0	0	0	1 454 794
Richelieu	V	0	0	0	0	25 643
Richmond	V	133 334	0	0	0	127 086
Rigaud	M	0	0	0	24	190 832
Rimouski	V	0	0	0	20 169	1 305 117
Rimouski-Neigette	MRC	0	29 859	64 956	0	0
Rimouski-Neigette	TR	0	0	0	15 199	0
Ripon	M	0	0	0	8 168	6 190
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	25 492	0	0	1 849	0
Rivière-à-Claude	M	44 463	0	0	16 669	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	0	76 669	8 125
Rivière-au-Tonnerre	M	121 359	0	0	42 084	18 624
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	0	1 975
Rivière-Bleue	M	263 992	0	0	32 424	33 859
Rivière-du-Loup	MRC	0	29 859	8 665	0	0
Rivière-du-Loup	V	0	0	0	112	682 756
Rivière-Éternité	M	91 906	0	0	136 298	11 168
Rivière-Héva	M	0	0	0	12 510	3 549
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	0	15 042
Rivière-Rouge	AG	0	0	0	0	0
Rivière-Rouge	V	0	0	0	102 737	135 723
Rivière-Saint-Jean	M	88 731	0	0	72 140	6 637
Robert-Cliche	MRC	0	29 859	16	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Roberval	V	493 263	0	0	23 277	507 913
Rochebaucourt	M	73 758	0	0	15 166	0
Roquemaure	M	55 599	0	0	2 849	3 476
Rosemère	V	0	0	0	0	315 933
Rougemont	M	0	0	0	0	8 257
Roussillon	MRC	0	17 597	0	0	0
Rouville	MRC	0	29 859	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	270 235	35 928	402 448	479 602	1 005 697
Roxton	CT	0	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	79 407	0	0	0	15 236
Roxton Pond	M	0	0	0	7 428	23 278
Sacré-Coeur	M	165 365	0	0	29 514	16 035
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0	0
Saguenay	V	0	0	0	80 335	4 157 778
Saint-Adalbert	M	76 552	0	0	32 214	3 551
Saint-Adelme	P	79 267	0	0	1 005	5 613
Saint-Adelphe	P	0	0	0	0	11 033
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	0	17 753	600
Saint-Adrien	M	0	0	0	0	2 840
Saint-Adrien-d'Irlande	M	0	0	0	0	11
Saint-Agapit	M	0	0	0	0	98 249
Saint-Aimé	M	0	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	2 916	0	0	70 887	5 333
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	0	40 191	97
Saint-Alban	M	0	0	0	14 021	3 259
Saint-Albert	M	0	0	0	0	3 588
Saint-Alexandre	M	0	0	0	0	12 973
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	39 925	0	0	390	45 069
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	67 801	0	0	13 902	0
Saint-Alexis	VL	0	0	0	0	6 546
Saint-Alexis	P	0	0	0	0	0
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	178 026	0	0	161	7 175
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	0	302 634	22 056
Saint-Alfred	M	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Alphonse	M	95 200	0	0	2 214	6 980
Saint-Alphonse-de-Granby	M	0	0	0	0	15 739
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	0	2 653	8 975
Saint-Amable	M	0	0	0	0	111 349
Saint-Ambroise	M	0	0	0	3 921	18 840
Saint-Ambroise-de-Kildare	P	0	0	0	0	11 033
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	0	35	14 412
Saint-André	M	0	0	0	4 430	6 241
Saint-André-Avellin	M	0	0	0	0	47 572
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	0	12 336
Saint-André-de-Restigouche	M	61 710	0	0	8 317	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	81 387	0	0	24 844	17 399
Saint-Anicet	M	0	0	0	0	4 969
Saint-Anselme	M	0	0	0	0	116 207
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	0	160
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	0	4 811
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	14 114
Saint-Antonin	P	0	0	0	30 371	28 248
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	0	20 062
Saint-Armand	M	0	0	0	0	2 272
Saint-Arsène	P	0	0	0	0	12 806
Saint-Athanase	M	100 680	0	0	73 408	2 542
Saint-Aubert	M	0	0	0	0	3 515
Saint-Augustin	P	70 369	0	0	14 153	13 055
Saint-Augustin	M	134 585	0	0	119 082	33 632
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	0	518 625
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	0	130 540	6 092
Saint-Barnabé	P	27 095	0	0	163	2 061
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	0	2 700
Saint-Barthélemy	P	0	0	0	0	11 084
Saint-Basile	V	45 911	0	0	0	9 446
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	0	89 060
Saint-Benjamin	M	39 143	0	0	43	3 669
Saint-Benoît-Labre	M	23 567	0	0	0	5 322

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Bernard	M	0	0	0	0	13 011
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	0	4 206
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	0	1 806
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	7 958
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	0	2 231
Saint-Boniface	M	0	0	0	0	25 786
Saint-Bruno	M	82 629	0	0	0	28 356
Saint-Bruno-de-Guigues	M	51 614	0	0	263	7 872
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	58 883	0	0	66	2 082
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	0	15 956	480 971
Saint-Calixte	M	0	0	0	1 543	44 587
Saint-Camille	CT	0	0	0	0	1 792
Saint-Camille-de-Lellis	P	148 048	0	0	107 184	10 729
Saint-Casimir	M	180 255	0	0	0	26 817
Saint-Célestin	VL	40 004	0	0	0	21 618
Saint-Célestin	M	0	0	0	0	0
Saint-Césaire	V	0	0	0	0	81 430
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	0	259 304
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	52 315
Saint-Charles-de-Bourget	M	23 116	0	0	984	8 796
Saint-Charles-Garnier	P	95 570	0	0	5 189	3 617
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	4 150
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	0	14 318
Saint-Claude	M	0	0	0	0	3 941
Saint-Clément	P	114 233	0	0	0	3 900
Saint-Cléophas	P	105 446	0	0	8 153	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	11 541	0	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	0	4 248
Saint-Colomban	V	0	0	0	0	122 685
Saint-Côme	P	0	0	0	44 249	4 025
Saint-Côme--Linière	M	199 951	0	0	9 451	13 959
Saint-Constant	V	0	0	0	0	242 079
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	0	6 407

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Cyprien	M	123 671	0	0	22 028	15 569
Saint-Cyprien	P	82 496	0	0	0	5 072
Saint-Cyprien-de-Napierville	M	0	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	108 630	0	0	64 195	5 280
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	0	13 199
Saint-Damase	P	51 669	0	0	5 703	3 170
Saint-Damase	M	0	0	0	0	15 354
Saint-Damase-de-L'Islet	M	109 558	0	0	70 038	0
Saint-Damien	P	0	0	0	67 486	5 764
Saint-Damien-de-Buckland	P	0	0	0	0	108 712
Saint-David	M	0	0	0	0	5 471
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	0	65 491	4 895
Saint-Denis	P	0	0	0	0	2 767
Saint-Denis-de-Brompton	M	0	0	0	777	12 378
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	9 393
Saint-Didace	P	0	0	0	0	2 245
Saint-Dominique	M	0	0	0	0	11 202
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	53 186	0	0	34 052	3 046
Saint-Donat	P	49 126	0	0	419	9 723
Saint-Donat	M	0	0	0	146 524	20 444
Sainte-Adèle	V	0	0	0	7 561	148 497
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	0	3 783
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	0	24	103 262
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	0	42	282 065
Sainte-Angèle-de-Méridi	M	171 944	0	0	0	7 817
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	0	0	0	0	6 417
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	47 653	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	0	0	0	0	9 216
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	0	377 678
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	0	0	0	256	15 427
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	101 818	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	0	3 608
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	0	6 630
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Sainte-Anne-des-Monts	V	529 696	0	0	20 969	302 724
Sainte-Anne-de-Sorel	M	0	0	0	0	15 958
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	0	185 448
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	0	100 202	5 774
Sainte-Anne-du-Sault	M	62 161	0	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	55 787	0	0	44 249	6 061
Sainte-Aurélie	M	16 901	0	0	40	2 791
Sainte-Barbe	M	0	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	0	5 549
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	0	11 060
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	0	0	0	0	22 139
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	0	2 419
Sainte-Catherine	V	0	0	0	0	235 693
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	0	46	3 955
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	0	11 992	123 829
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	14 307	0	0	0	5 549
Sainte-Cécile-de-Milton	M	0	0	0	0	11 629
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	0	5 472
Sainte-Christine	P	0	0	0	0	3 254
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	0	599	0
Sainte-Claire	M	0	0	0	0	29 030
Sainte-Clotilde	M	0	0	0	0	11 580
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	0	5 505
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	30 018	0	0	0	5 945
Sainte-Croix	M	0	0	0	0	96 563
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0	0
Saint-Edmond-des-Plaines	M	86 084	0	0	14 579	4 928
Saint-Édouard	M	0	0	0	0	4 361
Saint-Édouard-de-Fabre	P	45 590	0	0	8 892	5 367
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	0	10 295	4 388
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	47 113	0	0	0	0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	0	4 892
Sainte-Élisabeth	P	0	0	0	0	9 070
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	0	58 618	4 553
Sainte-Eulalie	M	0	0	0	820	5 783
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	37 250	0	0	28 268	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	101 724	0	0	1 300	13 511
Sainte-Félicité	M	61 928	0	0	2 431	2 923
Sainte-Flavie	P	0	0	0	0	0
Sainte-Florence	M	153 834	0	0	10 372	1 840
Sainte-Françoise	P	98 596	0	0	3 022	4 336
Sainte-Françoise	M	0	0	0	4 068	3 600
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	0	0	0	0	54 467
Sainte-Geneviève-de-Berthier	M	0	0	0	0	7 942
Sainte-Germaine-Boulé	M	132 904	0	0	1 695	7 541
Sainte-Gertrude-Manneville	M	105 105	0	0	9 484	5 428
Sainte-Hedwidge	M	123 665	0	0	120 996	3 261
Sainte-Hélène	M	44 790	0	0	0	8 001
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	0	5 360
Sainte-Hélène-de-Chester	M	0	0	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	42 855	0	0	0	3 822
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	0	8 719
Sainte-Irène	P	51 586	0	0	11 561	2 044
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	67 544	0	0	52	6 839
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	72 961	0	0	26 234	7 816
Sainte-Julie	V	0	0	0	317	398 943
Sainte-Julienne	M	0	0	0	2 358	163 724
Sainte-Justine	M	135 711	0	0	3 051	35 776
Sainte-Justine-de-Newton	M	0	0	0	0	4 124
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	0	202	5 221
Saint-Éloi	P	44 075	0	0	0	5 978
Sainte-Louise	P	52 072	0	0	0	6 566
Saint-Elphège	P	0	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	0	0	0	970	22 485
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	76 892	0	0	26 688	4 810
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	0	30 228	9

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Elzéar	M	91 969	0	0	15 557	6 269
Saint-Elzéar	M	0	0	0	0	13 406
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	71 690	0	0	20 707	2 170
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	0	21 080
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	78 099	0	0	28 944	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	0	117	3 079
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	0	7 622
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	0	5 697	8 054
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0	0
Sainte-Marguerite-Marie	M	58 692	0	0	17 508	0
Sainte-Marie	V	0	0	0	0	245 993
Sainte-Marie-de-Blandford	M	0	0	0	6 072	2 073
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	0	4 171
Sainte-Marthe	M	0	0	0	0	4 543
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	0	148 762
Sainte-Martine	M	0	0	0	0	17 717
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	0	8 112
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	0	1 207	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	0	7 474
Sainte-Monique	M	0	0	0	32 689	12 278
Sainte-Paule	M	0	0	0	24 930	2 535
Sainte-Perpétue	M	240 657	0	0	111 005	18 756
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	0	3 866
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	0	0
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	84 254	0	0	0	15 625
Saint-Épiphane	M	127 082	0	0	57	6 394
Sainte-Praxède	P	0	0	0	21 649	20
Sainte-Rita	M	88 898	0	0	7 721	9 297
Sainte-Rose-de-Watford	M	18 842	0	0	13 293	3 529
Sainte-Rose-du-Nord	P	172	0	0	14 231	6 464
Sainte-Sabine	P	48 954	0	0	763	0
Sainte-Sabine	M	0	0	0	0	2
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Sainte-Sophie	M	0	0	0	0	47 531
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	0	0	0	0	6 762
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	0	4 044
Saint-Esprit	M	0	0	0	0	11 690
Sainte-Thècle	M	11 120	0	0	37 093	22 333
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	0	760 375
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	243 825	0	0	0	14 849
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	0	4 194	2 398
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	0	4 156
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	0	67	21 964
Saint-Eugène	M	0	0	0	0	1 924
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	103 167	0	0	57	7 608
Saint-Eugène-de-Guigues	M	24 178	0	0	3 206	5 585
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	33 625	0	0	51 477	2 044
Sainte-Ursule	P	50 325	0	0	0	8 430
Saint-Eusèbe	P	33 722	0	0	1 553	5 546
Saint-Eustache	V	0	0	0	0	461 869
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	0	4 438
Sainte-Victoire-de-Sorel	M	0	0	0	0	3 969
Saint-Fabien	P	93 144	0	0	6 120	12 114
Saint-Fabien-de-Panet	P	142 550	0	0	44 071	12 807
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	0	23 377	1 082
Saint-Félicien	V	215 919	0	0	28 058	305 640
Saint-Félix-de-Dalquier	M	94 519	0	0	3 294	5 465
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	0	4 037
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	0	118 893
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	0	46 625	8 460
Saint-Ferdinand	M	0	0	0	0	25 894
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	0	9 671
Saint-Flavien	M	0	0	0	0	7 370
Saint-Fortunat	M	0	0	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	182 869	0	0	10 172	10 140
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	0	3 696	15 690

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	160 773	0	0	43 179	20 867
Saint-François-du-Lac	M	25 342	0	0	973	13 659
Saint-François-Xavier-Brompton	P	0	0	0	0	6 538
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	44 330	0	0	18 058	3 268
Saint-Frédéric	P	48 744	0	0	0	8 396
Saint-Fulgence	M	11 402	0	0	68 287	17 459
Saint-Gabriel	V	276 392	0	0	0	40 453
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	0	0	0	0	24 684
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	123 671	0	0	5 150	10 491
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	0	13 909	18 057
Saint-Gabriel-Lalemant	M	107 147	0	0	2 472	4 468
Saint-Gédéon	M	0	0	0	32	10 235
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	132 051	0	0	0	14 686
Saint-Georges	V	391 214	0	0	0	870 148
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	0	5 298
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	0	5 302
Saint-Gérard-Majella	P	4 421	0	0	0	0
Saint-Germain	P	0	0	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	0	15 476
Saint-Gervais	M	0	0	0	0	27 713
Saint-Gilbert	P	16 122	0	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	0	14 125
Saint-Godefroi	CT	62 825	0	0	1 948	0
Saint-Guillaume	M	0	0	0	0	4 637
Saint-Guy	M	46 538	0	0	27 125	0
Saint-Henri	M	0	0	0	0	35 574
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	0	994	5 546
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	0	2
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	12 647	0	0	0	0
Saint-Hilarion	P	10 612	0	0	83	7 633
Saint-Hippolyte	M	0	0	0	5 161	20 047
Saint-Honoré	M	0	0	0	7 621	55 601
Saint-Honoré-de-Shenley	M	26 666	0	0	0	8 512

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	122 238	0	0	42 334	10 638
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	6 906	0	0	19 377	14 530
Saint-Hugues	M	0	0	0	0	6 205
Saint-Hyacinthe	V	0	0	0	0	1 667 206
Saint-Ignace-de-Loyola	M	0	0	0	0	2 649
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	0	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	0	4 850
Saint-Isidore	M	0	0	0	0	14 565
Saint-Isidore	P	0	0	0	0	11 076
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	0	5 811
Saint-Jacques	M	0	0	0	0	91 757
Saint-Jacques-de-Leeds	M	0	0	0	0	4 739
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	0	330	13
Saint-Jacques-le-Mineur	M	0	0	0	0	5 894
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	0	26 089	3 557
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	0	21 582
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	60 417	0	0	29 985	2 720
Saint-Jean-de-Dieu	M	309 350	0	0	1 976	21 191
Saint-Jean-de-la-Lande	M	16 777	0	0	4 752	0
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	555
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	0	32 600
Saint-Jean-Port-Joli	M	4 056	0	0	0	31 476
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	0	119	1 307 518
Saint-Jérôme	V	0	0	0	0	1 599 568
Saint-Joachim	P	0	0	0	0	7 216
Saint-Joachim-de-Shefford	M	0	0	0	5 841	4 403
Saint-Joseph-de-Beauce	V	132 193	0	0	0	130 397
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	0	29 393	9 027
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	5 594	0	0	4 216	3 030
Saint-Joseph-de-Lepage	P	29 685	0	0	0	18 958
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	150 307	0	0	0	19 655
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	0	315	19 716

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Jude	M	0	0	0	0	5 366
Saint-Jules	P	0	0	0	0	0
Saint-Julien	M	5 914	0	0	0	0
Saint-Just-de-Bretenières	M	172 614	0	0	62 282	6 403
Saint-Juste-du-Lac	M	73 161	0	0	31 362	12 216
Saint-Justin	P	0	0	0	0	7 526
Saint-Lambert	V	0	0	0	2 688	489 277
Saint-Lambert	P	72 185	0	0	8 558	0
Saint-Lambert-de-Lauzon	P	0	0	0	0	22 149
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	6 236
Saint-Lazare	V	0	0	0	0	157 617
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	8 890
Saint-Léandre	P	54 274	0	0	13 156	5 906
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	0	74 176
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	3 596	0	0	19 328	3 702
Saint-Léon-de-Standon	P	14 255	0	0	1 451	8 344
Saint-Léon-le-Grand	P	199 842	0	0	0	11 694
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	0	5 007
Saint-Liboire	M	0	0	0	0	10 240
Saint-Liguori	P	0	0	0	0	7 756
Saint-Lin--Laurentides	V	0	0	0	0	159 455
Saint-Louis	M	0	0	0	0	3 484
Saint-Louis-de-Blandford	M	0	0	0	533	0
Saint-Louis-de-Gonzague	M	62 987	0	0	334	9
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	0	8 377
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	177 387	0	0	14 432	19 159
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	21 349	0	0	38 529	0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	12 359	0	0	0	0
Saint-Lucien	M	0	0	0	0	0
Saint-Ludger	M	95 262	0	0	2 953	5 673
Saint-Ludger-de-Milot	M	67 491	0	0	26 184	4 198
Saint-Magloire	M	75 221	0	0	39 230	8 148
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	0	9 748
Saint-Malachie	P	0	0	0	0	6 101

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Malo	M	0	0	0	0	3 807
Saint-Marc-de-Figuery	P	0	0	0	507	3 088
Saint-Marc-des-Carières	V	134 561	0	0	0	104 079
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	86 767	0	0	15 024	4 771
Saint-Marcel	M	57 637	0	0	43 514	5 145
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	0	5 231
Saint-Marcellin	P	0	0	0	13 187	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	10 240
Saint-Martin	P	135 921	0	0	0	98 756
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	20 441
Saint-Mathieu	M	0	0	0	0	7 849
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	0	0	0	17 177	2 877
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	0	4 486	1 559
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	0	48 556	3 083
Saint-Maurice	P	93 465	0	0	0	11 388
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	253 855	0	0	22 752	39 281
Saint-Médard	M	97 055	0	0	16 957	2 385
Saint-Michel	M	0	0	0	0	5 699
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	24 757
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	0	231 460	22 071
Saint-Michel-du-Squatec	P	191 283	0	0	107 011	75 391
Saint-Modeste	M	0	0	0	11 594	8 515
Saint-Moïse	P	132 434	0	0	1 670	4 418
Saint-Narcisse	P	42 700	0	0	3 256	11 897
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	0	4 760
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	34 427	0	0	38 173	12 793
Saint-Nazaire	M	129 558	0	0	7 394	21 792
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	0	5 333
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	9 300	0	0	0	0
Saint-Nérée-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	10 725
Saint-Noël	VL	149 600	0	0	113	6 995
Saint-Norbert	P	0	0	0	0	2 777
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	16 984	0	0	0	8 206

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Octave-de-Métis	P	78 144	0	0	0	3 804
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	3 853	0	0	117	9 489
Saint-Omer	M	21 160	0	0	18 865	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	M	30 390	0	0	8 926	3 231
Saint-Ours	V	0	0	0	0	9 928
Saint-Pacôme	M	122 040	0	0	0	23 728
Saint-Pamphile	V	332 468	0	0	49	87 494
Saint-Pascal	V	130 030	0	0	0	170 547
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	0	11 308
Saint-Patrice-de-Sherrington	M	0	0	0	0	9 857
Saint-Paul	M	0	0	0	0	16 926
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	0	0	0	0	9 122
Saint-Paul-de-la-Croix	P	75 791	0	0	27	3 603
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	0	0	0	0	5 053
Saint-Paul-de-Montminy	M	20 146	0	0	8 055	37 983
Saint-Paulin	M	74 535	0	0	17 716	13 045
Saint-Philémon	P	0	0	0	39 982	6 397
Saint-Philibert	M	3 407	0	0	0	0
Saint-Philippe	M	0	0	0	0	24 958
Saint-Philippe-de-Néri	P	62 110	0	0	0	5 862
Saint-Pie	V	0	0	0	0	33 807
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0	0
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	0	3 579
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	0	6 330
Saint-Pierre-de-Lamy	M	20 153	0	0	28 280	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	0	0	0	10 810	12 709
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	16 099
Saint-Pierre-les-Becquets	M	0	0	0	0	61 689
Saint-Placide	M	0	0	0	0	7 909
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	0	78 271
Saint-Prime	M	111 147	0	0	17 971	26 465
Saint-Prosper	M	280 199	0	0	0	97 326
Saint-Prosper-de-Champlain	M	25 228	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Raphaël	M	0	0	0	0	25 609
Saint-Raymond	V	0	0	0	60 768	137 645
Saint-Rémi	V	0	0	0	0	59 319
Saint-Rémi-de-Tingwick	M	0	0	0	0	0
Saint-René	P	28 871	0	0	0	0
Saint-René-de-Matane	M	142 193	0	0	62 377	18 165
Saint-Robert	M	0	0	0	0	7 267
Saint-Robert-Bellarmin	M	36 068	0	0	98 939	5 677
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	0	104 958
Saint-Roch-de-Mékinac	P	28 905	0	0	26 409	4 078
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	0	4 883
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	0	4 416
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0	0
Saint-Romain	M	0	0	0	37 495	7 941
Saint-Rosaire	P	0	0	0	792	2 839
Saint-Samuel	M	19 334	0	0	0	2 432
Saints-Anges	P	0	0	0	0	5 587
Saint-Sauveur	V	0	0	0	0	21 401
Saint-Sébastien	M	0	0	0	0	6 648
Saint-Sébastien	M	0	0	0	0	2 609
Saint-Sévère	P	0	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	0	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	52 276	0	0	1 419	6 157
Saint-Siméon	P	104 529	0	0	134	10 213
Saint-Siméon	M	31 025	0	0	39 347	21 030
Saint-Simon	P	0	0	0	456	5 917
Saint-Simon	M	0	0	0	0	5 275
Saint-Simon-les-Mines	M	0	0	0	0	0
Saint-Sixte	M	0	0	0	753	0
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	0	8 963	0
Saint-Stanislas	M	0	0	0	0	7 388
Saint-Stanislas	M	38 113	0	0	25 903	0
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	0	0	0	0	4 539
Saint-Sulpice	P	0	0	0	0	16 714

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Sylvère	M	0	0	0	0	4 176
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	0	10 167
Saint-Télesphore	M	0	0	0	0	3 397
Saint-Tharcisius	P	135 610	0	0	1 423	5 853
Saint-Théodore-d'Acton	M	0	0	0	0	4 140
Saint-Théophile	M	46 977	0	0	68 733	4 004
Saint-Thomas	M	0	0	0	0	10 219
Saint-Thomas-Didyme	M	112 619	0	0	78 374	10 525
Saint-Thuribe	P	26 308	0	0	0	0
Saint-Tite	V	43 623	0	0	614	96 786
Saint-Tite-des-Caps	M	0	0	0	0	13 124
Saint-Ubalde	M	0	0	0	122 948	7 050
Saint-Ulric	M	111 126	0	0	0	10 600
Saint-Urbain	P	22 897	0	0	34	10 594
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	0	5 837
Saint-Valentin	M	0	0	0	0	0
Saint-Valère	M	0	0	0	674	5 033
Saint-Valérien	P	12 272	0	0	16 731	3 894
Saint-Valérien-de-Milton	M	0	0	0	0	9 434
Saint-Vallier	M	0	0	0	0	6 179
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0	0
Saint-Vianney	M	112 844	0	0	24 853	5 005
Saint-Victor	M	0	0	0	0	19 961
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	0	8 177
Saint-Zacharie	M	308 312	0	0	19 280	9 451
Saint-Zénon	M	0	0	0	160 778	3 175
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	91 407	0	0	1 342	2 528
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	0	5 863
Saint-Zotique	M	0	0	0	0	55 222
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	0	818 997
Sayabec	M	261 838	0	0	33 905	46 139
Schefferville	V	285 932	0	0	16 025	12 133
Scotstown	V	87 953	0	0	0	5 404
Scott	M	0	0	0	0	11 659

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Senneterre	V	726 844	0	0	349 526	126 385
Senneterre	P	89 878	0	0	33 477	0
Senneville	VL	0	0	0	0	92 022
Sept-Îles	V	0	0	0	173 198	571 702
Sept-Rivières	MRC	0	35 928	328 721	0	0
Sept-Rivières	TR	6 019	0	0	88 309	0
Shannon	M	0	0	0	454	38 866
Shawinigan	V	2 640 780	38 778	531 530	5 428	1 240 844
Shawville	M	0	0	0	0	74 124
Sheenboro	M	0	0	0	39 012	0
Shefford	CT	0	0	0	0	1 312
Sherbrooke	V	0	0	0	276	5 027 372
Shigawake	M	93 779	0	0	2 268	204
Sorel-Tracy	V	9 515	0	0	0	833 647
Stanbridge East	M	0	0	0	0	0
Stanbridge Station	M	0	0	0	0	0
Stanstead	V	115 549	0	0	0	133 656
Stanstead	CT	0	0	0	0	0
Stanstead-Est	M	0	0	0	0	0
Stoke	M	0	0	0	736	15 673
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	0	66 474	25 593
Stornoway	M	0	0	0	59 944	4 299
Stratford	CT	0	0	0	32 683	5 611
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	0	20 235
Tadoussac	VL	0	0	0	2 563	25 680
Taschereau	M	310 771	0	0	19 830	6 988
Témiscaming	V	53 284	0	0	48 929	79 883
Témiscamingue	MRC	0	38 778	170 462	0	0
Témiscamingue	TR	0	0	0	39 518	0
Témiscouata	MRC	0	38 778	81 661	0	0
Témiscouata-sur-le-Lac	V	202 693	0	0	33 464	183 195
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	0	9 186
Terrebonne	V	0	0	0	0	1 974 647

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Thérèse-De Blainville	MRC	0	17 597	0	0	0
Thetford Mines	V	1 389 224	0	0	1 386	895 952
Thorne	M	0	0	0	1 686	0
Thurso	V	15 662	0	0	356	27 193
Tingwick	M	0	0	0	0	6 421
Tourville	M	186 973	0	0	109 227	2 160
Trécesson	CT	0	0	0	9 375	3 635
Très-Saint-Rédempteur	M	0	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	97 158	0	0	0	8 684
Trois-Pistoles	V	277 858	0	0	0	243 926
Trois-Rives	M	0	0	0	86 289	0
Trois-Rivières	V	2 227 574	0	0	1 937	4 367 246
Ulverton	M	0	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	0	6 653
Val-Alain	M	2 967	0	0	17 387	5 499
Val-Brillant	M	74 735	0	0	0	10 299
Valcourt	V	0	0	0	0	70 929
Valcourt	CT	0	0	0	0	0
Val-David	VL	0	0	0	0	24 824
Val-des-Bois	M	0	0	0	38 199	238
Val-des-Lacs	M	0	0	0	43 209	0
Val-des-Monts	M	0	0	0	18 488	58 273
Val-d'Or	V	0	0	0	388 960	571 016
Val-Joli	M	0	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	100 029	0	0	19 239	0
Vallée-Jonction	M	59 378	0	0	0	10 976
Val-Morin	M	0	0	0	184	34 671
Val-Racine	P	0	0	0	35 964	0
Val-Saint-Gilles	M	55 397	0	0	9 563	0
Varennnes	V	0	0	0	0	323 250
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	0	468 415
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	17 597	446	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0		0
Verchères	M	0	0	0	0		23 378
Victoriaville	V	701 245	0	0	0		1 134 793
Ville-Marie	V	161 967	0	0	0		63 917
Villeroie	M	0	0	0	28 201		2 038
Waltham	M	0	0	0	63 005		0
Warden	VL	0	0	0	0		0
Warwick	V	74 314	0	0	0		86 818
Waterloo	V	110 513	0	0	0		117 412
Waterville	V	0	0	0	0		70 361
Weedon	M	0	0	0	0		18 926
Wentworth	CT	0	0	0	6 424		0
Wentworth-Nord	M	0	0	0	19 083		0
Westbury	CT	0	0	0	0		0
Westmount	V	0	0	0	0		1 106 525
Wickham	M	0	0	0	0		7 647
Windsor	V	0	0	0	0		176 107
Wotton	M	15 372	0	0	0		8 158
Yamachiche	M	1 795	0	0	0		17 851
Yamaska	M	0	0	0	0		9 240

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Abercorn	VL	0	0	0	0
Abitibi	TR	53 719	0	11 373	0
Abitibi	MRC	0	244 241	0	0
Abitibi-Ouest	TR	48 642	0	2 099	0
Abitibi-Ouest	MRC	0	217 919	0	0
Acton	MRC	0	0	0	0
Acton Vale	V	226 612	0	0	157 235
Adstock	M	0	0	17 472	7 103
Aguanish	M	93 506	0	97 225	6 586
Albanel	M	201 287	0	19 640	22 667
Albertville	M	76 538	0	3 888	2 676
Alleyn-et-Cawood	M	0	0	47 530	4
Alma	V	0	0	1 525	788 874
Amherst	CT	0	0	54 569	5 542
Amos	V	302 927	0	32 583	538 269
Amqui	V	343 969	0	11 260	258 974
Ange-Gardien	M	0	0	0	9 288
Angliers	VL	71 994	0	24 239	0
Antoine-Labelle	TR	0	0	195 819	0
Antoine-Labelle	MRC	0	357 180	0	0
Argenteuil	MRC	0	100 636	0	0
Armagh	M	75 620	0	33 536	7 344
Arthabaska	MRC	0	15 650	0	0
Arundel	CT	0	0	4 711	6 578
Asbestos	V	839 006	0	0	170 733
Ascot Corner	M	0	0	0	11 574
Aston-Jonction	M	1 944	0	0	2 716
Auclair	M	20 692	0	15 032	7 775
Audet	M	0	0	68	6 732
Aumond	CT	6 958	0	26 973	0
Austin	M	0	0	1 542	3 989
Authier	M	90 453	0	8 563	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Authier-Nord	M	78 307	0	21 892	3 528
Avignon	TR	0	0	7 824	0
Avignon	MRC	0	137 808	0	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	33 584
Baie-Comeau	V	0	0	41 089	839 200
Baie-des-Sables	M	41 209	0	0	5 104
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	8 192
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	90 484
Baie-James	M	161 228	20 122	1 032 150	12 227
Baie-Johan-Beetz	M	7 242	0	24 078	2 657
Baie-Sainte-Catherine	M	34 455	0	9 042	4 994
Baie-Saint-Paul	V	0	0	34	207 971
Baie-Trinité	VL	208 182	0	70 945	37 247
Barkmere	V	0	0	2 836	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0
Barraute	M	290 735	0	43 531	39 738
Batiscan	M	0	0	0	3 143
Beaconsfield	V	0	0	0	463 558
Béarn	M	204 211	0	48 723	9 759
Beauce-Sartigan	MRC	0	15 475	0	0
Beauceville	V	215 715	0	0	199 576
Beauharnois	V	0	0	0	217 684
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	1 888	5 392
Beaumont	M	0	0	0	13 056
Beaupré	V	0	0	0	139 997
Bécancour	V	0	0	1 006	53 649
Bécancour	MRC	0	13 448	0	0
Bedford	CT	0	0	0	0
Bedford	V	2 720	0	0	89 849
Bégin	M	70 875	0	42 725	9 915
Belcourt	M	82 112	0	36 680	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Bellechasse	MRC	0	9 108	0	0
Belleterre	V	141 609	0	60 220	4 120
Beloeil	V	0	0	0	308 335
Berry	M	116 401	0	31 934	2 303
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	7 834
Berthierville	V	0	0	0	168 420
Béthanie	M	0	0	0	0
Biencourt	M	166 537	0	26 506	5 286
Blainville	V	0	0	0	521 598
Blanc-Sablon	M	91 488	0	37 205	122 949
Blue Sea	M	0	0	3 005	1 589
Boileau	M	0	0	13 698	0
Boisbriand	V	0	0	0	409 723
Boischatel	M	0	0	0	27 042
Bois-des-Filion	V	0	0	0	104 866
Bois-Franc	M	2 238	0	3 500	3 519
Bolton-Est	M	0	0	0	373
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0
Bonaventure	MRC	0	188 365	0	0
Bonaventure	V	63 735	0	105	123 422
Bonaventure	TR	1 796	0	13 566	0
Bonne-Espérance	M	218 393	0	93 902	59 726
Bonsecours	M	0	0	34	3 455
Boucherville	V	0	0	22 858	369 612
Bouchette	M	0	0	6 812	1 954
Bowman	M	0	0	12 625	0
Brébeuf	P	0	0	1 587	0
Brigham	M	0	0	0	2 205
Bristol	M	0	0	22	0
Brome	VL	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	0	0	0
Bromont	V	0	0	0	40 285

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Brossard	V	0	0	1 216	588 453
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	27 227
Bryson	M	72 903	0	0	0
Bury	M	0	0	0	3 112
Cacouna	M	0	0	290	25 730
Calixa-Lavallée	P	0	0	0	0
Campbell's Bay	M	57 949	0	0	61 435
Candiac	V	0	0	0	161 893
Caniapiscau	MRC	0	27 815	0	0
Caniapiscau	TR	0	0	199 181	0
Cantley	M	0	0	0	43 424
Cap-Chat	V	218 757	0	6 180	59 586
Caplan	M	71 290	0	62	17 639
Cap-Saint-Ignace	M	105 334	0	39 123	32 109
Cap-Santé	V	0	0	0	19 429
Carignan	V	0	0	0	25 950
Carleton-sur-Mer	V	99 011	0	15 301	153 558
Cascapédia--Saint-Jules	M	62 172	0	5 295	0
Causapscal	V	553 904	0	429	105 704
Cayamant	M	0	0	72 215	1 473
Chambly	V	0	0	0	260 455
Chambord	M	0	0	6 582	17 901
Champlain	M	0	0	0	3 265
Champneuf	M	56 321	0	20 002	0
Chandler	V	860 595	0	43 986	297 131
Chapais	V	484 348	18 291	23 116	112 964
Charette	M	34 616	0	0	11 509
Charlemagne	V	0	0	0	33 981
Charlevoix	TR	0	0	30 189	0
Charlevoix	MRC	0	126 531	0	0
Charlevoix-Est	MRC	0	78 423	0	0
Charlevoix-Est	TR	21 051	0	11 773	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Chartierville	M	0	0	6 456	0
Châteauguay	V	0	0	0	1 232 478
Château-Richer	V	0	0	0	23 792
Chazel	M	44 842	0	5 693	0
Chelsea	M	0	0	0	37 525
Chénéville	M	0	0	834	10 656
Chertsey	M	0	0	85 399	27 894
Chesterville	M	0	0	0	7 610
Chibougamau	V	350 488	79 671	132 232	422 101
Chichester	CT	39 678	0	37 774	0
Chute-aux-Outardes	VL	386 226	0	1 257	45 482
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	90 846	2 492
Clarendon	M	0	0	79	45
Clermont	V	73 209	0	5 274	39 745
Clermont	CT	50 436	0	5 078	2 775
Clerval	M	8 243	0	1 726	0
Cleveland	CT	0	0	0	17 163
Cloridorme	CT	164 175	0	17 468	25 480
Coaticook	MRC	0	0	0	0
Coaticook	V	0	0	0	228 432
Colombier	M	238 970	0	45 294	37 096
Compton	M	0	0	0	23 104
Contrecoeur	V	0	0	0	29 420
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0
Cookshire-Eaton	V	0	0	0	25 111
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	49 985
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	271 890	0	151 561	109 604
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	777 876
Courcelles	M	123 826	0	0	5 329
Cowansville	V	0	0	0	448 849
Crabtree	M	0	0	0	17 616
Danville	V	224 120	0	0	22 387

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
D'Autray	MRC	0	9 204	0	0
Daveluyville	V	143 207	0	0	46 827
Dégelis	V	200 051	0	208 349	150 958
Déléage	M	127 638	0	31 871	1 719
Delson	V	0	0	0	87 930
Denholm	M	0	0	36 347	0
Desbiens	V	169 364	0	360	10 394
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	0	0	0	18 675
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	7 773
Deux-Montagnes	V	0	0	0	314 596
Deux-Montagnes	MRC	0	14 555	0	0
Disraeli	V	158 673	0	0	132 641
Disraeli	P	0	0	625	0
Dixville	M	0	0	0	8 963
Dolbeau-Mistassini	V	735 160	0	52 299	598 929
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	558 138
Donnacoona	V	0	0	0	264 989
Dorval	V	0	0	0	416 695
Dosquet	M	0	0	0	4 146
Drummond	MRC	0	64	0	0
Drummondville	V	209 952	0	67	923 853
Dudswell	M	0	0	0	3 690
Duhamel	M	0	0	107 892	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	151
Dundee	CT	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	10 867
Duparquet	V	23 060	0	16 452	6 797
Dupuy	M	210 975	0	799	6 025
Durham-Sud	M	11 189	0	0	1 821
East Angus	V	125 784	0	0	146 547
East Broughton	M	320 840	0	0	25 756
East Farnham	M	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
East Hereford	M	0	0	0	1 514
Eastman	M	0	0	621	8 829
Egan-Sud	M	5 504	0	50	0
Elgin	M	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	12 396	2 086
Escuminac	M	43 626	0	3 743	5 198
Esprit-Saint	M	96 463	0	31 980	3 369
Estérel	V	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	145 010
Fassett	M	8 876	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	26 297	0	54 914	7 335
Ferme-Neuve	M	5 147	0	297 270	16 803
Fermont	V	0	0	54 646	108 637
Forestville	V	742 244	0	21 555	139 725
Fort-Coulonge	VL	327 653	0	0	53 280
Fortierville	M	69 010	0	0	5 002
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	190	0
Frampton	M	0	0	0	5 120
Franklin	M	0	0	0	5 659
Franquelin	M	96 762	0	62 699	7 141
Frelighsburg	M	0	0	0	5 068
Frontenac	M	0	0	40 610	17
Fugèreville	M	71 864	0	5 862	4 833
Gallichan	M	37 688	0	29	106
Gaspé	V	412 457	0	60 962	411 497
Gatineau	V	0	0	1 621	5 793 551
Girardville	M	220 262	0	20 051	21 532
Godbout	VL	137 771	0	21 024	8 768
Godmanchester	CT	0	0	0	41
Golfe-du-Saint-Laurent	TR	0	0	162 352	0
Gore	CT	0	0	133	673
Gracefield	V	0	0	28 398	33 717

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Granby	V	0	0	0	713 942
Grande-Rivière	V	504 556	0	0	154 269
Grandes-Piles	VL	0	0	26 232	0
Grande-Vallée	M	99 477	0	17 431	59 372
Grand-Métis	M	0	0	0	0
Grand-Remous	M	1 012	0	62 242	2 862
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0
Grenville	VL	0	0	0	34 222
Grenville-sur-la-Rouge	M	0	0	12 383	40 666
Gros-Mécatina	M	166 405	0	87 396	46 923
Grosse-Île	M	70 226	0	0	13 478
Grosses-Roches	M	82 834	0	3 771	7 948
Guérin	CT	69 676	0	9 752	3 221
Ham-Nord	CT	16 128	0	0	7 358
Hampden	CT	0	0	41 357	0
Hampstead	V	0	0	0	83 840
Ham-Sud	M	0	0	8 608	0
Harrington	CT	0	0	30 857	0
Hatley	M	0	0	0	0
Hatley	CT	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	224 917	118 939
Hébertville	M	68 653	0	42 778	57 260
Hébertville-Station	VL	109 927	0	2 093	15 016
Hemmingford	CT	0	0	0	0
Hemmingford	VL	0	0	0	15 556
Henryville	M	0	0	0	8 457
Hérouxville	P	50 266	0	265	7 744
Hinchinbrooke	M	0	0	0	802
Honfleur	M	0	0	0	0
Hope	CT	92 657	0	1 124	0
Hope Town	M	34 051	0	57	7

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Howick	M	0	0	0	19 495
Huberdeau	M	0	0	0	16 395
Hudson	V	0	0	0	72 078
Huntingdon	V	173 888	0	0	125 939
Inverness	M	0	0	0	5 906
Irlande	M	0	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0
Joliette	MRC	0	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	682 710
Kamouraska	TR	0	0	11 791	0
Kamouraska	MRC	0	46 510	0	0
Kamouraska	M	0	0	0	2 923
Kazabazua	M	0	0	9 988	2 880
Kiamika	M	0	0	96 562	2 497
Kingsbury	VL	0	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	15 012
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0
Kipawa	M	0	0	2 687	0
Kirkland	V	0	0	0	155 093
La Bostonnais	M	39 988	0	19 708	0
La Conception	M	0	0	39 425	0
La Corne	M	54 385	0	18 356	3 428
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	44 937	0
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	185 455	0	3 259
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	185 245	0	0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	11 285	0
La Doré	P	267 674	0	75 633	20 909
La Durantaye	P	0	0	0	8 582
La Guadeloupe	VL	109 315	0	0	21 368
La Haute-Côte-Nord	TR	0	0	35 545	0
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	127 435	0	0
La Haute-Gaspésie	TR	20 217	0	15 545	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
La Haute-Gaspésie	MRC	0	130 003	0	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	372 690	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	21 272	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	112 832	0	0
La Macaza	M	0	0	35 114	0
La Malbaie	V	0	0	61 996	329 877
La Martre	M	77 845	0	23 057	0
La Matapédia	TR	6 964	0	42 373	0
La Matapédia	MRC	0	126 517	0	1 044
La Minerve	M	0	0	83 886	4 687
La Mitis	TR	0	0	13 428	0
La Mitis	MRC	0	38 297	0	0
La Morandière	M	86 454	0	19 221	8 103
La Motte	M	29 306	0	5 484	2 549
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	1	0	0
La Patrie	M	0	0	74 510	8 651
La Pêche	M	0	0	34 956	67 555
La Pocatière	V	43 825	0	150	363 186
La Prairie	V	0	0	0	420 755
La Présentation	M	0	0	0	8 884
La Rédemption	P	138 997	0	14 349	7 288
La Reine	M	126 023	0	844	62
La Rivière-du-Nord	MRC	0	7 544	0	0
La Sarre	V	638 517	0	1 124	374 110
La Trinité-des-Monts	P	62 490	0	51 282	0
La Tuque	V	1 335 193	0	409 715	398 910
La Tuque	AG	0	131 793	243 663	0
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	189 736	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	0	0	127 815	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	427 307	0	103
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	446	0	0
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0
Labelle	M	0	0	82 444	12 504
Labrecque	M	93 210	0	27 802	17 528
Lac-au-Saumon	M	205 688	0	0	41 683
Lac-aux-Sables	P	0	0	57 672	7 683
Lac-Beauport	M	0	0	0	31 006
Lac-Bouchette	M	176 088	0	170 506	12 294
Lac-Brome	V	0	0	0	28 789
Lac-Delage	V	0	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	145 849	0	216	9 079
Lac-des-Écorces	M	95 927	0	23 321	9 195
Lac-des-Plages	M	0	0	30 502	0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	83	0
Lac-Drolet	M	0	0	0	5 174
Lac-du-Cerf	M	0	0	24 515	0
Lac-Édouard	M	8 446	0	41 755	0
Lac-Etchemin	M	89 005	0	5 083	66 851
Lac-Frontière	M	18 901	0	7 993	0
Lachute	V	0	0	0	437 135
Lac-Mégantic	V	0	0	0	310 181
Lacolle	M	0	0	0	13 752
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0
Lac-Saguay	VL	0	0	35 270	0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	22 266	2 257
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	13 400	0
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	531 899	0	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	2 981	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	54 230	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	11 327	0
Lac-Supérieur	M	0	0	102 621	293
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	610	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Laforce	M	93 918	0	21 777	3 781
Lamarche	M	33 598	0	24 447	7 429
Lambton	M	0	0	2 517	12 339
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	235 957
Landrienne	CT	99 600	0	22 415	10 673
L'Ange-Gardien	M	0	0	3 418	2 163
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	11 519
Lanoraie	M	0	0	0	27 536
L'Anse-Saint-Jean	M	0	0	146 953	35 396
Lantier	M	0	0	894	0
Larouche	M	0	0	9 198	21 523
L'Ascension	M	0	0	127 581	5 613
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	104 390	0	22 439	17 053
L'Ascension-de-Patapédia	M	79 968	0	4 635	0
L'Assomption	V	0	0	0	597 880
L'Assomption	MRC	0	0	0	0
Latulipe-et-Gaboury	CU	102 952	0	20 859	13 616
Launay	CT	47 210	0	19 595	3 109
Laurier-Station	VL	0	0	0	31 861
Laurierville	M	17 776	0	0	6 034
Laval	V	0	0	0	5 597 915
Lavaltrie	V	0	0	0	168 890
L'Avenir	M	0	0	0	1 446
Laverlochère	M	128 111	0	1 921	5 285
Lawrenceville	VL	0	0	0	2 083
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	312 578	0	0
Le Domaine-du-Roy	TR	163	0	133 279	0
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	202 493	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	TR	12 596	0	300 601	0
Le Golfe-du-Saint-Laurent	MRC	0	48 869	0	0
Le Granit	MRC	0	114 979	0	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	1 783	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Le Haut-Saint-François	MRC	0	25 788	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	0	0	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	7 039	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	194 687	0	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	346	0	0
Lebel-sur-Quévillon	V	766 342	32 143	4 252	133 871
Leclercville	M	0	0	45 813	1 885
Lefebvre	M	0	0	0	2
Lejeune	M	86 999	0	72 794	3 856
Lemieux	M	658	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	57 260
L'Épiphanie	P	0	0	0	0
L'Érable	MRC	0	34 228	0	0
Léry	V	0	0	0	644
Les Appalaches	MRC	0	13 953	0	0
Les Basques	TR	0	0	1 916	0
Les Basques	MRC	0	10 855	0	0
Les Bergeronnes	M	89 550	0	21 981	109 817
Les Cèdres	M	0	0	0	33 317
Les Chenaux	MRC	0	178 974	0	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	391 604	0	0
Les Coteaux	M	0	0	0	20 338
Les Éboulements	M	0	0	0	5 431
Les Escoumins	M	148 496	0	32 212	45 325
Les Etchemins	MRC	0	28 921	0	0
Les Hauteurs	M	159 799	0	3 993	6 259
Les Îles-de-la-Madeleine	AG	0	0	0	181 937
Les Îles-de-la-Madeleine	M	517 423	0	0	207 367
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	0	0	0
Les Laurentides	MRC	0	417 998	0	0
Les Maskoutains	MRC	0	0	0	0
Les Méchins	M	106 525	0	122 947	14 352

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Les Moulins	MRC	0	0	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	77 377	0	0
Les Sources	MRC	0	1 761	0	0
Lévis	V	0	0	0	2 455 832
L'Île-Cadieux	V	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	8 503	0	94 544	17 145
L'Île-d'Orléans	MRC	0	0	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0
L'Île-du-Grand-Calumet	M	0	0	2 364	2 246
L'Île-Perrot	V	0	0	0	122 159
Lingwick	CT	5 239	0	10 558	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	1 642	16 543
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	16 743
L'Islet	M	99 339	0	0	52 901
L'Islet	MRC	0	68 804	0	0
L'Isle-Verte	M	22 580	0	0	29 842
Litchfield	M	0	0	1 688	0
Lochaber	CT	0	0	2 147	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	70 527	0	72 706	21 720
Longue-Rive	M	306 316	0	36 920	19 602
Longueuil	AG	0	0	0	0
Longueuil	V	0	0	4 386	4 335 263
Lorraine	V	0	0	0	97 116
Lorrainville	M	166 699	0	149	70 103
Lotbinière	MRC	0	22 024	0	0
Lotbinière	M	0	0	0	2 591
Louiseville	V	126 383	0	0	266 360
Low	CT	0	0	18 828	2 398
Lyster	M	0	0	0	7 417
Macamic	V	305 626	0	1 987	73 478
Maddington	CT	37 848	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Magog	V	0	0	1 767	339 254
Malartic	V	368 447	0	31 826	266 564
Mandeville	M	0	0	128 932	3 447
Manicouagan	MRC	0	316 445	0	180
Manicouagan	TR	0	0	103 825	0
Maniwaki	V	537 449	0	3 266	304 217
Manseau	M	63 795	0	1 307	5 882
Mansfield-et-Pontefract	M	0	0	89 766	45 291
Marguerite-D'Youville	MRC	0	5 350	0	0
Maria	M	26 009	0	1 866	108 546
Maria-Chapdelaine	TR	15 065	0	283 076	0
Maria-Chapdelaine	MRC	0	270 318	0	0
Maricourt	M	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	153 411
Marsoui	VL	127 003	0	40 888	24 000
Marston	CT	0	0	15 511	0
Martinville	M	0	0	0	2 442
Mascouche	V	0	0	0	524 867
Maskinongé	M	32 161	0	0	5 623
Maskinongé	MRC	0	364 157	0	0
Massueville	VL	31 167	0	0	7 518
Matagami	V	425 095	19 294	19 068	157 936
Matane	TR	4 926	0	25 949	0
Matane	MRC	0	96 474	0	0
Matane	V	273 688	0	283	479 369
Matapédia	M	77 610	0	49	82 049
Matawinie	TR	0	0	169 704	0
Matawinie	MRC	0	365 094	0	1 813
Mayo	M	0	0	1 815	0
McMasterville	M	0	0	0	121 669
Mékinac	MRC	0	131 803	0	0
Mékinac	TR	2 133	0	60 383	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Melbourne	CT	0	0	0	0
Memphrémagog	MRC	0	12 233	0	0
Mercier	V	0	0	0	66 781
Messines	M	0	0	6 597	2 032
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	106 392	0	24 922	135 782
Métis-sur-Mer	V	0	0	0	7 704
Milan	M	0	0	33 120	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0
Minganie	MRC	0	56 367	0	0
Minganie	TR	0	0	159 770	0
Mirabel	V	0	0	0	261 787
Mirabel	MRC	0	0	0	0
Moffet	M	57 999	0	20 691	4 082
Montcalm	M	0	0	23 213	0
Montcalm	MRC	0	150	0	0
Mont-Carmel	M	47 322	0	120 382	4 576
Montcerf-Lytton	M	56 861	0	53 785	4 016
Montebello	M	0	0	0	19 102
Mont-Joli	V	280 007	0	0	414 996
Mont-Laurier	V	57 507	0	189 661	312 149
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0
Montmagny	V	128 629	0	0	475 035
Montmagny	MRC	0	45 375	0	0
Montpellier	M	0	0	64 919	0
Montréal	AG	0	0	0	0
Montréal	V	0	0	0	46 860 383
Montréal-Est	V	0	0	0	24 339
Montréal-Ouest	V	0	0	0	164 815
Mont-Royal	V	0	0	0	383 811
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	7 027
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	199 416
Mont-Saint-Michel	M	0	0	31 164	2 502

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Mont-Saint-Pierre	VL	45 501	0	8 524	0
Mont-Tremblant	AG	0	0	9 782	51 630
Mont-Tremblant	V	0	0	18 750	70 786
Morin-Heights	M	0	0	2 201	9 100
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	28 896	7
Murdochville	V	459 233	0	35 336	17 851
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	0
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	129	0
Namur	M	0	0	2 383	6 800
Nantes	M	51 423	0	0	5 003
Napierville	M	0	0	0	50 337
Natashquan	CT	69 131	0	34 201	29 700
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	51	6 553
Nédélec	CT	108 242	0	21 252	5 227
Neuville	V	0	0	0	23 671
New Carlisle	M	74 456	0	233	65 165
New Richmond	V	208 698	0	4 088	64 909
Newport	M	0	0	0	7
Nicolet	V	0	0	0	356 590
Nicolet-Yamaska	MRC	0	3 196	0	0
Nominingue	M	0	0	68 744	3 491
Normandin	V	226 269	0	29 499	144 045
Normétal	M	414 133	0	8 194	23 021
North Hatley	VL	0	0	0	7 216
Notre-Dame-de-Ham	M	43 232	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	118 089	1 375
Notre-Dame-de-la-Paix	M	21 365	0	0	3 123
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	5 534	10 094
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	36 407
Notre-Dame-de-Lorette	M	42 353	0	64 004	9
Notre-Dame-de-Lourdes	P	0	0	2 185	3 718
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	8 437

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Notre-Dame-de-Montauban	M	24 662	0	23 673	11 994
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	90 561	2 057
Notre-Dame-des-Bois	M	0	0	58 350	3 410
Notre-Dame-des-Monts	M	69 400	0	389	8 381
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	21	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	6 688
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	29 833
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	358
Notre-Dame-de-Stanbridge	M	0	0	0	4 084
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	94 071	0	0	11 813
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	185 355	4 067
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	82 033	0	0	15 576
Notre-Dame-du-Nord	M	196 354	0	425	56 474
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	10 186
Notre-Dame-du-Rosaire	M	4 753	0	60 740	0
Nouvelle	M	88 513	0	11 746	13 754
Noyan	M	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0
Oka	M	0	0	8 324	57 547
Orford	CT	0	0	62 715	0
Ormstown	M	0	0	0	79 711
Otter Lake	M	0	0	57 317	3 029
Otterburn Park	V	0	0	0	45 991
Packington	P	90 523	0	14 098	10 370
Padoue	M	55 631	0	0	8 514
Palmarolle	M	129 296	0	0	16 515
Papineau	MRC	0	218 728	0	0
Papineauville	M	0	0	0	143 275
Parisville	P	0	0	0	2 228
Paspébiac	V	242 010	0	3 028	118 643
Percé	V	268 169	0	25 750	42 106

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Péribonka	M	0	0	8 913	4 041
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	17 024	8 592
Petite-Vallée	M	29 754	0	4 207	0
Petit-Saguenay	M	198 921	0	73 129	18 302
Piedmont	M	0	0	0	7 404
Pierre-De Saurel	MRC	0	0	0	0
Pierreville	M	42 355	0	1 580	21 028
Pike River	M	0	0	0	0
Pincourt	V	0	0	0	224 880
Piopolis	M	0	0	10 192	0
Plaisance	M	13 239	0	6 709	6 419
Plessisville	P	0	0	5 642	6 310
Plessisville	V	438 796	0	0	218 665
Pohénégamook	V	131 918	0	78 504	147 904
Pointe-à-la-Croix	M	299 933	0	39 139	20 728
Pointe-aux-Outardes	VL	88 806	0	6 249	18 875
Pointe-Calumet	M	0	0	488	50 536
Pointe-Claire	V	0	0	0	729 853
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	167 877	0	8 413	34 441
Pontiac	M	0	0	533	23 014
Pontiac	TR	0	0	127 806	0
Pontiac	MRC	0	152 110	0	0
Pont-Rouge	V	0	0	0	72 593
Portage-du-Fort	VL	18 772	0	0	0
Port-Cartier	V	0	0	144 747	237 646
Port-Daniel--Gascons	M	498 278	0	18 198	34 264
Portneuf	TR	530	0	15 769	0
Portneuf	MRC	0	115 618	0	0
Portneuf	V	44 639	0	0	18 069
Portneuf-sur-Mer	M	206 363	0	32 647	26 782

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Potton	CT	0	0	0	6 078
Poularies	M	125 348	0	5 787	7 063
Preissac	M	0	0	23 508	2 278
Prévost	V	0	0	0	62 537
Price	VL	328 215	0	0	20 005
Princeville	V	193 621	0	0	54 732
Québec	AG	0	0	0	0
Québec	V	0	0	0	17 043 166
Racine	M	0	0	0	2 557
Ragueneau	P	340 896	0	28 443	41 466
Rapide-Danseur	M	0	0	9 004	4 423
Rapides-des-Joachims	M	21 766	0	64 004	0
Rawdon	M	0	0	12 419	144 647
Rémigny	M	77 680	0	76 797	0
Repentigny	V	0	0	0	1 453 001
Richelieu	V	0	0	0	26 035
Richmond	V	159 023	0	0	128 750
Rigaud	M	0	0	24	194 117
Rimouski	V	0	0	20 169	1 297 171
Rimouski-Neigette	TR	0	0	15 199	0
Rimouski-Neigette	MRC	0	64 956	0	0
Ripon	M	0	0	8 168	6 259
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	20 615	0	1 849	0
Rivière-à-Claude	M	41 397	0	16 669	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	76 669	8 205
Rivière-au-Tonnerre	M	108 368	0	42 084	18 828
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	2 006
Rivière-Bleue	M	198 703	0	32 424	34 451
Rivière-du-Loup	V	0	0	112	679 527
Rivière-du-Loup	MRC	0	8 665	0	0
Rivière-Éternité	M	71 660	0	136 298	11 418
Rivière-Héva	M	0	0	12 510	3 391

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	15 860
Rivière-Rouge	V	0	0	102 737	137 228
Rivière-Rouge	AG	0	0	0	0
Rivière-Saint-Jean	M	89 638	0	72 140	6 711
Robert-Cliche	MRC	0	16	0	0
Roberval	V	521 570	0	23 277	494 155
Rochebaucourt	M	79 416	0	15 166	0
Roquemaure	M	101 940	0	2 849	3 466
Rosemère	V	0	0	0	306 743
Rougemont	M	0	0	0	7 603
Roussillon	MRC	0	0	0	0
Rouville	MRC	0	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	0	402 448	479 602	972 440
Roxton	CT	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	63 401	0	0	15 710
Roxton Pond	M	0	0	7 428	23 362
Sacré-Coeur	M	143 067	0	29 514	14 816
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0
Saguenay	V	0	0	80 335	4 149 894
Saint-Adalbert	M	94 744	0	32 214	3 603
Saint-Adelme	P	65 754	0	1 005	5 675
Saint-Adelphe	P	0	0	0	11 591
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	17 753	607
Saint-Adrien	M	0	0	0	2 536
Saint-Adrien-d'Irlande	M	0	0	0	11
Saint-Agapit	M	0	0	0	99 339
Saint-Aimé	M	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	15 941	0	70 887	5 439
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	40 191	100
Saint-Alban	M	0	0	14 021	3 285
Saint-Albert	M	0	0	0	3 702
Saint-Alexandre	M	0	0	0	13 117

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	31 512	0	390	41 812
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	60 190	0	13 902	0
Saint-Alexis	P	0	0	0	0
Saint-Alexis	VL	0	0	0	6 894
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	173 850	0	161	7 252
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	302 634	22 301
Saint-Alfred	M	113	0	0	0
Saint-Alphonse	M	101 263	0	2 214	7 233
Saint-Alphonse-de-Granby	M	0	0	0	14 973
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	2 653	9 004
Saint-Amable	M	0	0	0	111 684
Saint-Ambroise	M	53 316	0	3 921	19 049
Saint-Ambroise-de-Kildare	P	0	0	0	11 170
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	35	14 509
Saint-André	M	0	0	4 430	6 227
Saint-André-Avellin	M	0	0	0	48 084
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	12 438
Saint-André-de-Restigouche	M	66 767	0	8 317	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	85 116	0	24 844	17 533
Saint-Anicet	M	0	0	0	4 919
Saint-Anselme	M	0	0	0	117 101
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	162
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	4 939
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	14 248
Saint-Antonin	P	0	0	30 371	28 561
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	20 285
Saint-Armand	M	0	0	0	2 303
Saint-Arsène	P	0	0	0	12 838
Saint-Athanase	M	71 303	0	73 408	2 546
Saint-Aubert	M	0	0	0	3 542
Saint-Augustin	P	85 529	0	14 153	12 652
Saint-Augustin	M	151 042	0	119 082	32 681

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	530 955
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	130 540	6 066
Saint-Barnabé	P	33 548	0	163	2 098
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	2 730
Saint-Barthélemy	P	10 710	0	0	11 012
Saint-Basile	V	11	0	0	9 568
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	90 048
Saint-Benjamin	M	53 714	0	43	3 718
Saint-Benoît-Labre	M	0	0	0	5 428
Saint-Bernard	M	0	0	0	13 139
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	4 253
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	1 843
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	7 832
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	2 256
Saint-Boniface	M	0	0	0	26 399
Saint-Bruno	M	112 798	0	0	28 670
Saint-Bruno-de-Guigues	M	55 332	0	263	7 935
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	64 505	0	66	2 154
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	15 956	475 423
Saint-Calixte	M	0	0	1 543	45 014
Saint-Camille	CT	0	0	0	1 798
Saint-Camille-de-Lellis	P	187 136	0	107 184	10 922
Saint-Casimir	M	91 594	0	0	27 097
Saint-Célestin	M	0	0	0	0
Saint-Célestin	VL	37 527	0	0	22 036
Saint-Césaire	V	0	0	0	81 871
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	252 481
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	52 429
Saint-Charles-de-Bourget	M	25 956	0	984	8 885
Saint-Charles-Garnier	P	90 975	0	5 189	3 731
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	4 540
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	15 130
Saint-Claude	M	0	0	0	3 985
Saint-Clément	P	116 309	0	0	3 943
Saint-Cléophas	P	112 739	0	8 153	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	1 766	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	4 224
Saint-Colomban	V	0	0	0	98 683
Saint-Côme	P	0	0	44 249	4 052
Saint-Côme--Linière	M	192 506	0	9 451	14 012
Saint-Constant	V	0	0	0	244 764
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	6 426
Saint-Cyprien	M	136 183	0	22 028	15 690
Saint-Cyprien	P	113 801	0	0	5 120
Saint-Cyprien-de-Napierville	M	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	109 609	0	64 195	5 316
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	13 345
Saint-Damase	M	0	0	0	15 281
Saint-Damase	P	55 837	0	5 703	3 224
Saint-Damase-de-L'Islet	M	108 319	0	70 038	0
Saint-Damien	P	0	0	67 486	5 828
Saint-Damien-de-Buckland	P	17 179	0	0	109 423
Saint-David	M	0	0	0	5 540
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	65 491	5 307
Saint-Denis	P	0	0	0	2 858
Saint-Denis-de-Brompton	M	0	0	777	12 515
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	9 632
Saint-Didace	P	0	0	0	2 237
Saint-Dominique	M	0	0	0	10 679
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	53 916	0	34 052	3 107
Saint-Donat	M	0	0	146 524	20 671
Saint-Donat	P	46 757	0	419	9 834
Sainte-Adèle	V	0	0	7 561	140 502

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	3 794
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	24	104 207
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	42	282 051
Sainte-Angèle-de-Mérici	M	129 460	0	0	7 964
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	0	0	0	6 488
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	57 493	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	4 099	0	0	9 318
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	405 609
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	0	0	256	13 816
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	3 675
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	11 177
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Monts	V	388 917	0	20 969	292 699
Sainte-Anne-de-Sorel	M	0	0	0	16 135
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	186 514
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	100 202	5 828
Sainte-Anne-du-Sault	M	81 878	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	58 034	0	44 249	6 128
Sainte-Aurélie	M	21 065	0	40	2 822
Sainte-Barbe	M	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	5 503
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	11 136
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	0	0	0	22 564
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	2 390
Sainte-Catherine	V	0	0	0	238 407
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	46	4 011
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	11 559	0	0	5 586
Sainte-Cécile-de-Milton	M	0	0	0	11 717
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	5 523
Sainte-Christine	P	0	0	0	3 290
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	599	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Claire	M	0	0	0	29 052
Sainte-Clotilde	M	0	0	0	11 708
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	5 637
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	34 652	0	0	6 211
Sainte-Croix	M	0	0	0	97 634
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0
Saint-Edmond-les-Plaines	M	100 540	0	14 579	5 059
Saint-Édouard	M	0	0	0	3 719
Saint-Édouard-de-Fabre	P	50 803	0	8 892	5 427
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	10 295	4 544
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	56 166	0	0	0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	5 031
Sainte-Élisabeth	P	0	0	0	9 145
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	58 618	4 595
Sainte-Eulalie	M	0	0	820	5 823
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	30 188	0	28 268	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	105 364	0	1 300	13 730
Sainte-Félicité	M	72 541	0	2 431	2 933
Sainte-Flavie	P	0	0	0	0
Sainte-Florence	M	168 441	0	10 372	1 876
Sainte-Françoise	M	0	0	4 068	3 654
Sainte-Françoise	P	44 706	0	3 022	4 384
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	0	0	0	54 897
Sainte-Geneviève-de-Berthier	M	0	0	0	7 940
Sainte-Germaine-Boulé	M	108 273	0	1 695	7 631
Sainte-Gertrude-Manneville	M	119 014	0	9 484	5 549
Sainte-Hedwidge	M	99 380	0	120 996	3 316
Sainte-Hélène	M	24 280	0	0	7 807
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	4 925
Sainte-Hélène-de-Chester	M	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	53 869	0	0	3 877
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	8 782
Sainte-Irène	P	21 595	0	11 561	2 067
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	41 221	0	52	6 925
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	80 166	0	26 234	7 829
Sainte-Julie	V	0	0	317	402 183
Sainte-Julienne	M	0	0	2 358	162 963
Sainte-Justine	M	108 215	0	3 051	34 973
Sainte-Justine-de-Newton	M	0	0	0	4 510
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	202	5 260
Saint-Éloi	P	27 838	0	0	6 032
Sainte-Louise	P	62 165	0	0	5 114
Saint-Elphège	P	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	0	0	970	23 062
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	72 568	0	26 688	6 919
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	30 228	9
Saint-Elzéar	M	80 656	0	15 557	6 342
Saint-Elzéar	M	0	0	0	13 555
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	76 152	0	20 707	2 204
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	21 204
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	98 390	0	28 944	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	117	3 047
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	7 483
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	5 697	8 059
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0
Sainte-Marguerite-Marie	M	73 482	0	17 508	0
Sainte-Marie	V	0	0	0	247 625
Sainte-Marie-de-Blandford	M	0	0	6 072	2 014
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	4 181
Sainte-Marthe	M	0	0	0	4 593
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	150 382

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Martine	M	0	0	0	18 963
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	8 202
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	1 207	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	7 645
Sainte-Monique	M	0	0	32 689	12 623
Sainte-Paule	M	0	0	24 930	2 563
Sainte-Perpétue	M	287 969	0	111 005	18 964
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	3 876
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	0
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	113 325	0	0	15 784
Saint-Épiphanie	M	69 450	0	57	6 460
Sainte-Praxède	P	0	0	21 649	18
Sainte-Rita	M	96 746	0	7 721	9 544
Sainte-Rose-de-Watford	M	16 433	0	13 293	3 629
Sainte-Rose-du-Nord	P	0	0	14 231	6 565
Sainte-Sabine	P	46 855	0	763	0
Sainte-Sabine	M	0	0	0	2
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0
Sainte-Sophie	M	0	0	0	44 935
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	0	0	0	6 925
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	4 077
Saint-Esprit	M	0	0	0	11 820
Sainte-Thècle	M	21 963	0	37 093	22 581
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	748 400
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	252 198	0	0	15 382
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	4 194	2 425
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	4 231
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	67	21 499
Saint-Eugène	M	0	0	0	1 984
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	111 210	0	57	7 665
Saint-Eugène-de-Guigues	M	37 583	0	3 206	5 676

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	92 228	0	51 477	2 049
Sainte-Ursule	P	26 079	0	0	8 440
Saint-Eusèbe	P	101 403	0	1 553	5 651
Saint-Eustache	V	0	0	0	466 991
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	4 479
Sainte-Victoire-de-Sorel	M	0	0	0	3 952
Saint-Fabien	P	66 050	0	6 120	12 245
Saint-Fabien-de-Panet	P	134 904	0	44 071	12 993
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	23 377	1 093
Saint-Félicien	V	238 061	0	28 058	308 974
Saint-Félix-de-Dalquier	M	89 311	0	3 294	5 496
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	4 082
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	115 210
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	46 625	8 568
Saint-Ferdinand	M	0	0	0	26 367
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	9 740
Saint-Flavien	M	0	0	0	7 271
Saint-Fortunat	M	0	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	182 079	0	10 172	10 513
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	3 696	15 859
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	162 054	0	43 179	21 121
Saint-François-du-Lac	M	8 807	0	973	13 810
Saint-François-Xavier-Brompton	P	0	0	0	6 611
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	51 587	0	18 058	3 316
Saint-Frédéric	P	17 314	0	0	8 165
Saint-Fulgence	M	22 484	0	68 287	16 966
Saint-Gabriel	V	384 782	0	0	41 061
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	0	0	0	24 958
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	105 364	0	5 150	10 954
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	13 909	19 459
Saint-Gabriel-Lalemant	M	124 989	0	2 472	4 433

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Gédéon	M	0	0	32	10 500
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	107 452	0	0	14 908
Saint-Georges	V	447 075	0	0	882 171
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	5 037
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	5 305
Saint-Gérard-Majella	P	8 642	0	0	0
Saint-Germain	P	0	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	15 481
Saint-Gervais	M	0	0	0	28 020
Saint-Gilbert	P	16 579	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	14 282
Saint-Godefroi	CT	66 391	0	1 948	0
Saint-Guillaume	M	0	0	0	4 739
Saint-Guy	M	46 074	0	27 125	0
Saint-Henri	M	0	0	0	35 991
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	994	5 692
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	2
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	13 081	0	0	0
Saint-Hilarion	P	11 461	0	83	7 723
Saint-Hippolyte	M	0	0	5 161	20 308
Saint-Honoré	M	0	0	7 621	55 006
Saint-Honoré-de-Shenley	M	0	0	0	8 629
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	152 140	0	42 334	10 748
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	27 856	0	19 377	14 570
Saint-Hugues	M	0	0	0	6 174
Saint-Hyacinthe	V	0	0	0	1 702 313
Saint-Ignace-de-Loyola	M	0	0	0	2 688
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	4 738
Saint-Isidore	M	0	0	0	13 910
Saint-Isidore	P	0	0	0	11 566
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	5 770

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Jacques	M	0	0	0	94 324
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	330	13
Saint-Jacques-de-Leeds	M	0	0	0	4 760
Saint-Jacques-le-Mineur	M	0	0	0	5 959
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	26 089	3 599
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	21 826
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	65 193	0	29 985	2 747
Saint-Jean-de-Dieu	M	301 168	0	1 976	21 684
Saint-Jean-de-la-Lande	M	49 234	0	4 752	0
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	550
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	32 924
Saint-Jean-Port-Joli	M	0	0	0	31 811
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	119	1 353 559
Saint-Jérôme	V	0	0	0	1 603 115
Saint-Joachim	P	0	0	0	7 296
Saint-Joachim-de-Shefford	M	0	0	5 841	4 523
Saint-Joseph-de-Beauce	V	138 491	0	0	132 261
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	29 393	8 543
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	9 105	0	4 216	3 032
Saint-Joseph-de-Lepage	P	0	0	0	19 168
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	180 399	0	0	19 873
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	315	19 171
Saint-Jude	M	0	0	0	5 448
Saint-Jules	P	0	0	0	0
Saint-Julien	M	0	0	0	0
Saint-Just-de-Bretenières	M	142 484	0	62 282	6 515
Saint-Juste-du-Lac	M	69 546	0	31 362	12 098
Saint-Justin	P	0	0	0	7 599
Saint-Lambert	P	78 510	0	8 558	0
Saint-Lambert	V	0	0	2 688	489 800

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Lambert-de-Lauzon	P	0	0	0	22 400
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	6 272
Saint-Lazare	V	0	0	0	158 245
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	9 181
Saint-Léandre	P	42 132	0	13 156	6 027
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	74 999
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	0	0	19 328	3 859
Saint-Léon-de-Standon	P	14 189	0	1 451	8 459
Saint-Léon-le-Grand	P	178 234	0	0	11 753
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	5 068
Saint-Liboire	M	0	0	0	10 255
Saint-Liguori	P	0	0	0	8 117
Saint-Lin--Laurentides	V	0	0	0	159 829
Saint-Louis	M	0	0	0	3 523
Saint-Louis-de-Blandford	M	0	0	533	0
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	8 098
Saint-Louis-de-Gonzague	M	87 741	0	334	9
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	126 745	0	14 432	19 612
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	34 735	0	38 529	0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	0	0	0	0
Saint-Lucien	M	0	0	0	0
Saint-Ludger	M	47 780	0	2 953	5 642
Saint-Ludger-de-Milot	M	38 661	0	26 184	4 512
Saint-Magloire	M	45 796	0	39 230	8 253
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	9 856
Saint-Malachie	P	0	0	0	6 281
Saint-Malo	M	0	0	0	3 881
Saint-Marc-de-Figuery	P	0	0	507	2 982
Saint-Marc-des-Carrières	V	160 793	0	0	105 332
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	45 863	0	15 024	4 841
Saint-Marcel	M	74 020	0	43 514	5 207
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	5 145

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Marcellin	P	28 762	0	13 187	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	10 007
Saint-Martin	P	141 007	0	0	99 173
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	20 668
Saint-Mathieu	M	0	0	0	7 926
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	0	0	17 177	2 926
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	4 486	1 571
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	48 556	3 107
Saint-Maurice	P	0	0	0	11 535
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	210 986	0	22 752	40 846
Saint-Médard	M	109 240	0	16 957	2 405
Saint-Michel	M	0	0	0	6 915
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	25 128
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	231 460	22 493
Saint-Michel-du-Squatec	P	227 241	0	107 011	77 429
Saint-Modeste	M	0	0	11 594	8 992
Saint-Moïse	P	121 600	0	1 670	4 281
Saint-Narcisse	P	34 326	0	3 256	12 023
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	4 757
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	6 723	0	38 173	12 999
Saint-Nazaire	M	117 155	0	7 394	22 058
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	5 188
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	10 053	0	0	0
Saint-Nérée-de-Bellechasse	M	2 796	0	0	10 844
Saint-Noël	VL	132 904	0	113	7 073
Saint-Norbert	P	0	0	0	2 805
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	16 984	0	0	6 015
Saint-Octave-de-Métis	P	52 026	0	0	3 873
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	23 206	0	117	9 594
Saint-Omer	M	22 741	0	18 865	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	M	22 426	0	8 926	3 272

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Ours	V	0	0	0	9 988
Saint-Pacôme	M	111 143	0	0	23 991
Saint-Pamphile	V	424 232	0	49	88 289
Saint-Pascal	V	155 258	0	0	171 177
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	11 433
Saint-Patrice-de-Sherrington	M	0	0	0	9 966
Saint-Paul	M	0	0	0	17 096
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	0	0	0	9 223
Saint-Paul-de-la-Croix	P	87 339	0	27	3 662
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	0	0	0	5 040
Saint-Paul-de-Montminy	M	38 733	0	8 055	38 404
Saint-Paulin	M	89 624	0	17 716	13 190
Saint-Philémon	P	0	0	39 982	6 468
Saint-Philibert	M	5 941	0	0	0
Saint-Philippe	M	0	0	0	24 194
Saint-Philippe-de-Néri	P	92 536	0	0	6 043
Saint-Pie	V	0	0	0	35 562
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	8 653	0	10 810	12 812
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	3 738
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	6 397
Saint-Pierre-de-Lamy	M	21 654	0	28 280	0
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	16 278
Saint-Pierre-les-Becquets	M	0	0	0	62 828
Saint-Placide	M	0	0	0	7 969
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	76 517
Saint-Prime	M	115 851	0	17 971	26 759
Saint-Prosper	M	270 533	0	0	98 405
Saint-Prosper-de-Champlain	M	18 605	0	0	0
Saint-Raphaël	M	424	0	0	25 683
Saint-Raymond	V	0	0	60 768	143 750

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Rémi	V	0	0	0	59 977
Saint-Rémi-de-Tingwick	M	0	0	0	0
Saint-René	P	38 437	0	0	0
Saint-René-de-Matane	M	110 267	0	62 377	18 892
Saint-Robert	M	0	0	0	7 199
Saint-Robert-Bellarmin	M	33 161	0	98 939	5 740
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	103 332
Saint-Roch-de-Mékinac	P	0	0	26 409	3 999
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	4 937
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	4 498
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0
Saint-Romain	M	0	0	37 495	8 041
Saint-Rosaire	P	0	0	792	2 870
Saint-Samuel	M	23 572	0	0	2 369
Saints-Anges	P	0	0	0	5 639
Saint-Sauveur	V	0	0	0	21 638
Saint-Sébastien	M	0	0	0	2 587
Saint-Sébastien	M	1 531	0	0	6 722
Saint-Sévère	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	78 693	0	1 419	6 222
Saint-Siméon	M	34 631	0	39 347	21 617
Saint-Siméon	P	89 025	0	134	10 888
Saint-Simon	P	0	0	456	6 048
Saint-Simon	M	0	0	0	5 334
Saint-Simon-les-Mines	M	0	0	0	0
Saint-Sixte	M	0	0	753	0
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	8 963	0
Saint-Stanislas	M	0	0	0	7 513
Saint-Stanislas	M	36 241	0	25 903	0
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	0	0	0	4 672
Saint-Sulpice	P	0	0	0	16 692

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Sylvère	M	0	0	0	4 222
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	10 457
Saint-Télesphore	M	0	0	0	3 775
Saint-Tharcisius	P	140 830	0	1 423	5 949
Saint-Théodore-d'Acton	M	0	0	0	4 172
Saint-Théophile	M	37 246	0	68 733	4 040
Saint-Thomas	M	0	0	0	10 332
Saint-Thomas-Didyme	M	109 295	0	78 374	10 744
Saint-Thuribe	P	40 401	0	0	0
Saint-Tite	V	54 046	0	614	95 520
Saint-Tite-des-Caps	M	0	0	0	14 513
Saint-Ubalde	M	0	0	122 948	7 145
Saint-Ulric	M	97 648	0	0	10 818
Saint-Urbain	P	35 850	0	34	10 554
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	5 772
Saint-Valentin	M	0	0	0	0
Saint-Valère	M	8 398	0	674	4 835
Saint-Valérien	P	16 177	0	16 731	4 164
Saint-Valérien-de-Milton	M	0	0	0	9 505
Saint-Vallier	M	0	0	0	6 248
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0
Saint-Vianney	M	138 927	0	24 853	5 050
Saint-Victor	M	3 940	0	0	20 182
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	8 221
Saint-Zacharie	M	301 606	0	19 280	9 517
Saint-Zénon	M	0	0	160 778	3 210
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	75 131	0	1 342	2 504
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	5 906
Saint-Zotique	M	0	0	0	54 560
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	814 909
Sayabec	M	345 619	0	33 905	46 811
Schefferville	V	285 932	0	16 025	11 692

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Scotstown	V	102 647	0	0	5 266
Scott	M	0	0	0	11 899
Senneterre	V	761 948	0	349 526	127 640
Senneterre	P	91 806	0	33 477	0
Senneville	VL	0	0	0	93 043
Sept-Îles	V	0	0	173 198	575 133
Sept-Rivières	TR	5 538	0	88 309	0
Sept-Rivières	MRC	0	328 721	0	0
Shannon	M	0	0	454	39 297
Shawinigan	V	2 618 321	531 530	5 428	1 248 689
Shawville	M	0	0	0	85 787
Sheenboro	M	0	0	39 012	0
Shefford	CT	0	0	0	1 315
Sherbrooke	V	0	0	276	4 988 957
Shigawake	M	93 002	0	2 268	66
Sorel-Tracy	V	354 307	0	0	842 893
Stanbridge East	M	0	0	0	0
Stanbridge Station	M	0	0	0	0
Stanstead	V	111 913	0	0	133 631
Stanstead	CT	0	0	0	0
Stanstead-Est	M	0	0	0	0
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	11 992	122 984
Stoke	M	0	0	736	15 847
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	66 474	25 877
Stornoway	M	0	0	59 944	4 371
Stratford	CT	0	0	32 683	5 683
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	20 550
Tadoussac	VL	0	0	2 563	25 560
Taschereau	M	347 964	0	19 830	7 053
Témiscaming	V	128 804	0	48 929	80 737
Témiscamingue	MRC	0	170 462	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Témiscamingue	TR	0	0	39 518	0
Témiscouata	MRC	0	81 661	0	0
Témiscouata-sur-le-Lac	V	117 733	0	33 464	190 402
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	9 317
Terrebonne	V	0	0	0	2 002 306
Thérèse-De Blainville	MRC	0	0	0	0
Thetford Mines	V	1 233 141	0	1 386	897 546
Thorne	M	0	0	1 686	0
Thurso	V	50 313	0	356	27 386
Tingwick	M	0	0	0	6 480
Tourville	M	207 752	0	109 227	2 180
Trécesson	CT	0	0	9 375	3 675
Très-Saint-Rédempteur	M	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	85 746	0	0	8 929
Trois-Pistoles	V	382 514	0	0	241 254
Trois-Rives	M	0	0	86 289	0
Trois-Rivières	V	1 912 556	0	1 937	4 278 349
Ulverton	M	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	6 727
Val-Alain	M	0	0	17 387	5 555
Val-Brillant	M	61 729	0	0	10 455
Valcourt	V	0	0	0	71 674
Valcourt	CT	0	0	0	0
Val-David	VL	0	0	0	24 779
Val-des-Bois	M	0	0	38 199	240
Val-des-Lacs	M	0	0	43 209	0
Val-des-Monts	M	0	0	18 488	58 668
Val-d'Or	V	0	0	388 960	568 047
Val-Joli	M	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	84 517	0	19 239	0
Vallée-Jonction	M	74 409	0	0	11 106

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2013-2014*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Val-Morin	M	0	0	184	24 627
Val-Racine	P	0	0	35 964	0
Val-Saint-Gilles	M	56 090	0	9 563	0
Varennes	V	0	0	0	317 441
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	467 181
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	446	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	23 532
Victoriaville	V	920 537	0	0	1 073 827
Ville-Marie	V	160 566	0	0	64 626
Villeroy	M	0	0	28 201	2 027
Waltham	M	0	0	63 005	0
Warden	VL	0	0	0	0
Warwick	V	0	0	0	88 252
Waterloo	V	98 800	0	0	116 881
Waterville	V	0	0	0	70 224
Weedon	M	0	0	0	19 145
Wentworth	CT	0	0	6 424	0
Wentworth-Nord	M	0	0	19 083	0
Westbury	CT	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	1 108 928
Wickham	M	0	0	0	7 785
Windsor	V	0	0	0	173 612
Wotton	M	27 550	0	0	8 370
Yamachiche	M	0	0	0	17 408
Yamaska	M	0	0	0	9 498

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 17

État de situation du régime de financement des centres d'urgence 9-1-1

L'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités a prévu une mesure visant à faire en sorte que tous les clients d'un service téléphonique soient désormais tenus de contribuer au financement des centres d'urgence 9-1-1, y compris ceux qui sont desservis par des fournisseurs de téléphonie sans fil, qui ne contribuaient pas jusqu'alors. Il a été décidé que cette mesure prendrait la forme d'une taxe municipale.

Les dispositions législatives requises pour la mise en œuvre de la mesure ont été adoptées par l'Assemblée nationale en juin 2008 (projet de loi 82) et des précisions ont été apportées en juin 2009 (projet de loi 45). Le règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 est entré en vigueur le 26 juin 2009. Au cours de l'été et de l'automne 2009, les municipalités ont adopté leur règlement imposant la taxe. Le ministre a désigné, le 2 novembre 2009, l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec (Agence) comme l'organisme chargé de recevoir et de gérer le produit de la taxe municipale imposée aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1. Enfin, le conseil d'administration de l'Agence a adopté, le 13 novembre 2009, la formule de répartition du produit de cette taxe entre les municipalités.

La taxe municipale a commencé de s'appliquer le 1er décembre 2009. Cette taxe, qui est de 0,40 \$ par mois par numéro de téléphone, remplace le tarif municipal mensuel de 0,47 \$, qui était appliqué depuis 1995. Les clients (utilisateurs des services de téléphonie filaire et sans fil) qui doivent maintenant payer cette taxe sont presque le double de ceux (utilisateurs des services de téléphonie filaire) qui payaient le tarif municipal, le nombre passant de 4,4 millions à plus de 8 millions. Le régime de financement des centres d'urgence 9-1-1 a atteint ses objectifs financiers. Les montants versés aux municipalités par l'Agence en 2010 (29,7 M\$), en 2011 (33,5 M\$) et en 2012 (37,1 M\$) constituent une majoration importante des sommes mises à la disposition des centres d'urgence 9-1-1 par rapport au régime antérieur (21,1 M\$ en 2009), permettant ainsi d'améliorer le service.

Toutefois, certaines difficultés subsistent toujours quant à la disponibilité et au financement du service 9-1-1 sur le territoire des réserves indiennes.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 18

Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Aucune contestation qui concerne des décisions relatives au domaine des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #19

Pour 2012-2013, liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal présentées par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.

Le Ministère n'a eu aucun dossier à cet effet.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #20

Pour 2012-2013, liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.

Le Ministère n'a eu aucun dossier à cet effet.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 21

Pour les années 2012-2013, liste des actions en déclaration d'incapacité ou requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions d'élu.

Procureur général du Québec (PGQ) contre Mme Huquette Saucier et Municipalité de Preissac

Requête en déclaration d'incapacité intentée par le PGQ contre Mme Huquette Saucier, mairesse de la Municipalité de Preissac. La requête a été déposée le 5 décembre 2012.

Selon les termes de l'article 304 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, Mme Saucier serait inhabile à exercer la fonction de membre du conseil, car elle a un intérêt direct ou indirect dans plusieurs contrats avec la Municipalité. Son conjoint, M. Jean-Marc Desrosiers, a réalisé contre rémunération des travaux pour la Municipalité totalisant au moins 30 000 \$ sur une période de plus de 5 ans.

La date d'audience n'a pas encore été fixée.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #22

Pour 2012-2013, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentée par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leurs fonctions d'élu.

Le Ministère n'a eu aucun dossier à cet effet.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 23

Pour 2012-2013, liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (soupçon d'inefficacité, de malversation, etc.) les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.

Travaux effectués par le Service de la vérification en matière d'octroi des contrats (projet de loi 76).

Le projet de loi 76 est venu donner de nouveaux pouvoirs en matière de vérification de la gestion contractuelle. La conformité aux lois et règlements est principalement vérifiée. La sélection des municipalités à vérifier se base sur des faits ou des plaintes portés à l'attention du Ministère et sur des anomalies constatées lors de la vérification des programmes de subvention. Le choix des municipalités à vérifier peut aussi résulter de l'analyse du risque quant à la qualité de la gestion municipale dans le cadre de l'attribution des contrats. En présence ou en cas de forte présomption d'actes répréhensibles, les informations peuvent alors être transmises à l'autorité concernée selon la nature des constats.

L'Unité permanente anticorruption (UPAC) s'est vu confier un mandat large de lutte contre le trafic d'influence, la corruption et la collusion dans l'adjudication et la réalisation de contrats publics. Cette unité regroupe divers intervenants oeuvrant dans la vérification et les enquêtes, dont les vérificateurs en gestion contractuelle du Ministère.

Des vérifications ponctuelles, effectuées à la demande de l'UPAC, qui visent un élément très précis de la gestion contractuelle (exemple : un contrat particulier) sont également effectuées.

Au 31 mars 2012, seize mandats de vérification étaient en cours dont huit concernant le remboursement de frais de recherche et de secrétariat aux conseillers municipaux. Au 1^{er} février 2013, toutes ces vérifications sont complétées, soit celles concernant Terrebonne, Mascouche, Laval, Dunham, Shannon, Service de police de la Ville de Montréal (contrats de service en sécurité), le Vérificateur Général de la Ville de Montréal, Saint-Colomban et les huit mandats¹ concernant les frais de recherche et de secrétariat.

Ces vérifications ont permis de constater dans certains cas le non-respect de dispositions législatives, notamment en matière de division de contrats, d'absence d'appels d'offres, de modification de contrats, d'unicité du fournisseur et de clauses d'appel d'offres discriminatoires. Les rapports de vérification incluant les commentaires des organismes vérifiés sont publiés sur le site Web du Ministère et font l'objet d'un suivi pour s'assurer de la mise en œuvre de mesures correctrices. De plus, les informations recueillies lors de ces travaux sont portées à l'attention du commissaire associé aux vérifications de l'UPAC pour y donner les suites appropriées. Les recommandations émises dans les rapports de vérification (et les directives émises s'il y a lieu) visent à guider les responsables municipaux dans l'amélioration de la gestion municipale.

Depuis le 1^{er} avril 2012, huit mandats de vérification supplémentaires ont été entrepris, soit à Saguenay, Saint-Armand, Brossard, Sainte-Sophie-de-Lévrard, Montebello, Deux-Montagnes, Saint-Jean-sur-Richelieu et Promotion Saguenay. Les travaux de vérification sont en cours.

Par ailleurs, un mandat de vérification à la Ville de Laval a été entrepris le 15 novembre 2012. Cette vérification s'effectuera au courant des douze prochains mois et concerne tout aspect de l'administration de la Ville, principalement en matière d'octroi de contrats, d'urbanisme et de transactions immobilières. Le 20 décembre 2012, un mandat de vérification a été entrepris à la Cité de la culture et du sport de Laval.

¹ Laval, Québec, Montréal, Sherbrooke, Gatineau, Longueuil, Lévis et Trois-Rivières.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 24

Subventions versées aux différentes associations municipales en 2012-2013.

Nom du bénéficiaire	Montant
Association des aménagistes régionaux du Québec	5 000 \$
Association des directeurs généraux des MRC du Québec	2 500 \$
Association des directeurs généraux des municipalités du Québec	5 000 \$
Association des directeurs municipaux du Québec	50 000 \$
Carrefour action municipale et famille (CAMF)	20 000 \$
Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec inc.	5 000 \$
Union des municipalités du Québec (UMQ)	15 000 \$
Données au 30 novembre 2012	

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 25

État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, liste complète des schémas complétés en 2012-2013 et liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour.

Pour l'ensemble des MRC, en date du 30 novembre 2012, la situation est la suivante (voir le tableau détaillé fourni en annexe) :

- 71 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur;
- 9 MRC ont adopté leur schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) mais celui-ci n'est pas en vigueur;
- 17 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) sans avoir franchi d'autres étapes;
- 1 MRC a adopté le document sur les objets de la révision (DOR) sans avoir franchi d'autres étapes;
- 3 autres MRC, soit la MRC de La Côte-de-Beaupré, la Ville de Montréal et la MRC du Golfe du Saint-Laurent n'ont pas encore révisé leur schéma d'aménagement et de développement (SAD). Pour la MRC de La Côte-de-Beaupré, il s'agit d'une situation particulière puisque le SAD de cette MRC fut le dernier à être entré en vigueur, le 30 septembre 2002, à la suite du règlement d'un litige qui a porté sur la délimitation de la ligne des hautes eaux naturelles et qui a requis l'adoption d'une législation spéciale. Elle est actuellement en processus de révision de son SAD. La Ville de Montréal n'a pas entrepris la révision de son SAD, mais a respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme unifié pour son territoire; ce dernier a été adopté le 23 novembre 2004. Enfin, la MRC du Golfe du Saint-Laurent a été créée le 7 juillet 2010 et elle a entrepris l'élaboration d'un SAD;

Par ailleurs, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) ont adopté l'une et l'autre un Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de leur territoire. Les PMAD de la CMM et de la CMQ ont été jugés conformes par le ministre au regard des orientations gouvernementales. Ils sont donc entrés en vigueur depuis le 12 mars 2012 et le 15 juin 2012 respectivement.

La révision des SAD a été entreprise par la plupart des MRC en 1994. Le processus de révision prévoit l'adoption du projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR 1^{er} projet) dans un délai de 2 ans de la date du début de la révision. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) ne fixe aucun délai pour les étapes suivantes, soit l'adoption du second projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR 2^e projet), la période des assemblées publiques de consultation et l'adoption finale du SADR.

Selon la LAU, la responsabilité du processus de révision des SAD appartient aux MRC. Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire doit pour sa part statuer sur la conformité des SAD.

**ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RÉVISION
DES SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT
Au 30 novembre 2012**

Note : La trame grisée indique qu'il s'agit d'un territoire compris en totalité ou en partie dans le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ou de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) selon le cas.

- 71 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur. S'ajoutent également à ce total les deux PMAD de la CMM et de la CMQ qui sont entrés en vigueur le 12 mars 2012 et le 15 juin 2012 respectivement.

MRC ou Ville-MRC	SADR en vigueur
Mirabel (Ville) ¹	1996-04-30
Les Collines-de-l'Outaouais	1998-02-04
Papineau	1998-02-26
Le Haut-Saint-François	1998-06-16
Memphrémagog ²	1998-12-22
Longueuil	1999-02-25
Antoine-Labelle	1999-03-24
Les Sources	1999-04-14
Shawinigan	1999-07-30
Gatineau	1999-12-22
La Tuque	2000-03-24
Coaticook	2000-06-22
Beauharnois-Salaberry	2000-06-28
Les Laurentides	2000-06-29
Bellechasse	2000-08-08
Le Haut-Saint-Laurent	2000-11-01
Acton	2000-12-15
Pontiac	2001-02-23
La Matapédia	2001-05-09
Lac-Saint-Jean-Est	2001-06-27
Matane	2001-07-13
L'Île-d'Orléans	2001-08-22
Le Val-Saint-François	2002-08-09
Appalaches (anciennement L'Amiante)	2002-10-10
Les Moulins	2002-12-18
Maskinongé	2002-12-20
Le Granit	2003-04-25
Les Maskoutains	2003-09-18
La Côte-de-Gaspé	2004-03-31
Le Haut-Richelieu	2004-06-23
La Jacques-Cartier	2004-07-15
Vaudreuil-Soulanges	2004-10-22
Rouville	2005-02-04
Thérèse-de-Blainville	2005-03-10
Beauce-Sartigan	2005-04-01
Vallée-de-l'Or	2005-05-20
La Nouvelle-Beauce	2005-05-20
Lotbinière	2005-06-22
Les Pays-d'en-Haut	2005-10-27
Marguerite-D'Youville (anciennement Lajemmerais)	2006-02-14
Les Etchemins	2006-03-22
Roussillon	2006-03-22
Arthabaska	2006-04-04

¹ La Ville de Mirabel a entrepris l'élaboration de son schéma d'aménagement et de développement révisé de 3^e génération et a adopté un projet de schéma révisé.
² La MRC de Memphrémagog a entrepris l'élaboration de son schéma d'aménagement et de développement révisé de 3^e génération et a adopté un projet de schéma révisé.

MRC ou Ville-MRC	SADR en vigueur
La Vallée-du-Richelieu	2007-02-02
Les Chenaux	2007-06-21
Maria-Chapdelaine	2007-06-27
La Mitis	2007-07-05
Bécancour	2007-12-18
Mékinac	2008-02-27
La Rivière-du-Nord	2008-03-18
Lévis (Ville)	2008-09-16
Brome-Missisquoi	2008-09-23
Bonaventure	2008-10-10
Portneuf	2009-03-09
Montcalm	2009-05-08
Argenteuil	2009-06-01
Le Rocher-Percé	2010-01-14
Rimouski-Neigette	2010-03-25
Îles-de-la-Madeleine	2010-06-25
Robert-Cliche	2011-02-09
Témiscouata	2010-10-14
Abitibi	2010-10-18
L'Islet	2010-10-19
Rouyn-Noranda	2010-07-27
Nicolet-Yamaska	2011-05-19
Ville de Saguenay	2011-10-18
Charlevoix-Est	2012-01-10
Le Fjord-du-Saguenay	2012-03-02
Manicouagan	2012-04-03
Témiscamingue	2012-10-10
Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal	2012-03-12
Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	2012-06-15
L'Assomption ³	2012-12-19

- 9 MRC ont adopté leur schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR), mais celui-ci n'est pas en vigueur soit en raison des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales, soit parce qu'ils sont en cours d'analyse et que l'avis gouvernemental n'a pas été signifié à ce jour.

MRC	Date d'adoption du dernier SADR de remplacement
La Haute-Yamaska	2011-09-14
Les Jardins-de-Napierville	2006-10-11
Avignon	2010-11-24
Joliette	2012-10-16
	Date d'adoption du SADR
Deux-Montagnes	2006-03-22
Matawinie	2009-09-09
D'Autray	2009-10-21
L'Érable	2011-09-20
Charlevoix	2012-07-11

³ La MRC de L'Assomption a adopté son schéma d'aménagement et de développement révisé de 3^e génération.

17 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) sans avoir franchi d'autres étapes.

MRC ou Ville-MRC	Date d'adoption du PSADR
Sherbrooke (Ville)	1996-08-13
La Vallée-de-la-Gatineau	1996-10-29
Drummond	1997-11-26
Kamouraska	2000-04-12
Pierre-De Saurel (anciennement Le Bas-Richelieu)	2000-08-09
Québec (Ville)	2001-02-27
Abitibi-Ouest	2001-06-13
Caniapiscou	2001-06-13
Les Basques	2001-10-18
Sept-Rivières	2002-02-19
Laval (Ville)	2002-06-19
Montmagny	2002-07-09
La Haute-Gaspésie	2004-04-13
Rivière-du-Loup	2004-05-20
Le Domaine-du-Roy	2007-11-13
Minganie	2009-05-19
La Haute-Côte-Nord	2011-08-16

- 1 MRC a adopté son document sur les objets de la révision (DOR) sans avoir franchi d'autres étapes.

MRC ou Ville-MRC	Date d'adoption du DOR
Trois-Rivières (Ville)	1995-10-18

- 3 MRC n'ont pas entrepris la révision de leur schéma d'aménagement et de développement (SAD).

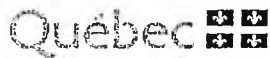
MRC ou Ville-MRC	Date d'entrée en vigueur du SAD de première génération
La Côte-de-Beaupré	2002-09-30
Montréal (Ville) (anciennement la CUM)	1987-12-31
Le Golfe du Saint-Laurent	Non applicable

- Cas spéciaux :
 - La Ville de Montréal n'a pas entrepris la révision de son schéma de 1^{re} génération. Quant à la CMM, elle a adopté son PMAD le 14 décembre 2011. Le document a été approuvé par le ministre le 12 mars 2012 et est donc en vigueur depuis cette date.
 - La Ville de Québec n'a pas terminé la révision du schéma de 1^{re} génération. Quant à la CMQ, elle a adopté son PMAD le 15 décembre 2011. Le document a été approuvé par le ministre le 15 juin 2012 et est donc en vigueur depuis cette date.
 - La Ville de Lévis n'a pas respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme pour son territoire. Toutefois, elle a terminé le processus d'intégration des deux schémas d'aménagement actuellement en vigueur, par l'adoption d'un SADR applicable à l'ensemble de son territoire. Ce schéma révisé est en vigueur depuis le 16 septembre 2008.
 - La MRC du Golfe du Saint-Laurent a été créée le 7 juillet 2010. Son territoire comprend une partie de territoire qui était compris dans celui de la MRC voisine de Minganie et pour lequel un schéma de 1^{re} génération est en vigueur. La MRC du Golfe du Saint-Laurent a entrepris les travaux visant l'élaboration d'un SAD.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 26	Pour 2012-2013, la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.
--------------	--

Projets de schémas d'aménagement et de développement révisés (PSADR)									
	Nombre	MRC concernées		Date de réception	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifié	0								
Schémas d'aménagement et de développement révisés (SADR)									
	Nombre	MRC concernées	No de règlement	Date de signification	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	5								
Conformes	1	Témiscamingue	152-04-2012	2012-06-26	2012-10-10				
	1	L'Érable	321			Échéance légale au 2012-12-12			
	1	Joliette	333-2012	2012-10-22		Échéance légale au 2013-02-19			
	1	L'Assomption	146	2012-08-27		Échéance légale au 2012-12-25			
Non conforme	1	Charlevoix	137-12	2012-07-23	2012-11-15		Voir avis annexé		



Gouvernement du Québec
Le ministre des Transports
Le ministre des Affaires municipales,
des Régions et de l'Occupation du territoire
Le député de Jonquière

Québec, le 15 novembre 2012

Monsieur Dominic Tremblay
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Charlevoix
4, place de l'Église, local 201
Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 1T2

Monsieur le Préfet,

Le 11 juillet 2012, la Municipalité régionale de comté (MRC) de Charlevoix adoptait le règlement numéro 137-12 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre MRC a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Plusieurs des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales déjà exprimées dans l'avis qui vous a été transmis en décembre 1997. Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de l'article 56.14 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je demande à la Municipalité régionale de comté de Charlevoix de remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

- la gestion de l'urbanisation;
- les contraintes d'origine naturelle et anthropique;
- la planification intégrée des équipements et des infrastructures;
- la mise en valeur intégrée des ressources;
- la protection du territoire et des activités agricoles;
- la conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt.

...2

Ministère des Transports
29^e étage
700, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5H1
Téléphone : 418 643-6980
Télécopieur : 418 643-2033
ministre@mtq.gouv.qc.ca

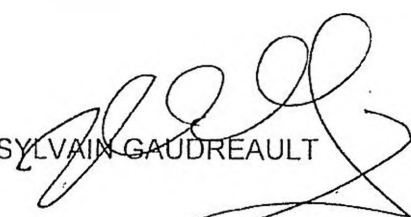
Ministère des Affaires municipales,
des Régions et de l'Occupation du territoire
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
ministre@mamrol.gouv.qc.ca

Circonscription
Rez-de-chaussée
2240, rue Montpetit
Jonquière (Québec) G7X 6A3
Téléphone : 418 547-0666
Télécopieur : 418 547-1166

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre MRC saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis. À cet égard, je vous souligne particulièrement l'importance que j'accorde à la gestion de l'urbanisation. Votre municipalité régionale de comté devra donc poursuivre sa réflexion à cet effet afin de faire de son schéma révisé un réel outil de planification et de développement traduisant non seulement les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire mais aussi ses intentions et les moyens qu'elle entend adopter, entre autres, quant à ces problématiques.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Monsieur Jean-Philippe Robin, de la Direction régionale de la Capitale-Nationale du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Il peut être joint au 418 691-2060, poste 3448. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre MRC.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



SYLVAIN GAUDREULT